

TRIMESTRIEL

n47

juin 2014 3 euros 50

**JOURNAL D'INFORMATION ET DE DÉBAT
DU PLATEAU DE MILLEVACHES**



**Territoires solidaires
Notre Dame des Landes**



La bonne eau du Plateau



**Si on inscrivaient le monument aux morts
de Gentioux au Patrimoine mondial de
l'Humanité ?**

S N a i

**INQUIÉTANTS
PROPOS
NOTABLEMENT
SECTAIRES**

LES MUNICIPALES 2014





Journalisme engagé : où ça ?

Suite à notre article sur les rencontres du journalisme engagé, Michel Fiszbin, un de ses organisateurs, nous écrit pour défendre ses rencontres. Ne lui en déplaise, si les premières ont réuni un peu de monde (bien que certains des noms qu’il cite n’y aient pas été présents – il s’est contenté semble-t-il de recopier la liste des invités du programme) il ne semble pas tirer de leçon de l’échec des secondes rencontres qui, nous le lui apprenons donc, n’a pas réuni le tiers des 20 invités annoncés et où, effectivement, des réserves de bouche ont été perdues... Quant à l’absence de public, elle ne l’a donc pas frappé. Ceci dit nous ne dénions pas l’intérêt de telles rencontres et espérons que celles de Meymac ont rencontré plus de succès.

À lire votre article “Journalisme engagé : où ça ?” dans le numéro 46 d’IPNS, on pourrait croire que vous étiez présent aux deux premières éditions des Rencontres Nationales des Médias Libres et du Journalism Engagé, organisées et retransmises par Radio Vassivière en 2010 et 2013. Mais vous n’y étiez pas, pas même une apparition, ce qui rend le récit que vous en faites, et votre intérêt tardif et malveillant pour cet événement, quelque peu suspects. Moi qui y était, laissez-moi vous apprendre que j’ai pu y rencontrer des gens travaillant ou ayant travaillé à : Radio Libertaire, CP-Productions (Pierre Carles, Nina Faure, dont les films ont été projetés), Politis (Bernard Langlois), La Télé Libre (John-Paul Lepers), Acrimed, Médiapart, Backchich Infos, Le Canard Enchaîné, France Culture, France Info, Libération, l’Humanité, Siné Hebdo, Creuse Citron, IPNS (votre revue y tenait une table de presse en 2010), Télé Millevaches, La Navette, Radio Vassivière, deux des mis en examen de Tarnac... Un brassage édifiant et stimulant, et très chaleureux aussi, ce qui ne gâche rien.

Alors de qui et de quoi parlez-vous exactement lorsque vous écrivez qu’il ne s’agissait que des retrouvailles arrosées d’une “petite bande d’amis de la Directrice de la Radio et de quelques faux impertinents” ? Si vous n’aimez pas de telles convergences nationales (où d’ailleurs je ne vous ai jamais vu depuis 30 ans que je les fréquente), cela vous regarde, si les médias locaux du Plateau des Millevaches que vous citez préfèrent rester entre eux pour s’admirer le nombril, cela les regarde, mais de là à vous auto-ériger en Statut du Commandeur du journalisme engagé face aux personnes et médias que je viens de citer, c’est tout simplement grotesque !

D’ailleurs de quel type de journalisme relève ceci : votre article indique qu’en raison du peu de monde présent « des plateaux de petits fours ont dû finir à la poubelle », alors qu’il n’y a jamais eu de petits fours à ces Rencontres, somme toute assez spartiates... À se demander quelles sont vos intentions lorsque vous dénigrez ainsi à la fois le difficile chemin des médias libres et des journalistes de combat vers leur mise en réseau pour un meilleur rayonnement, et une jeune ex-directrice de radio locale salariée qui apporte courageusement sa pierre à la difficile construction de cet édifice ? Ne vous trompez-vous pas de cible ? Je note tout de même à votre décharge involontaire que les citations d’Éloïse Lebourg que vous reproduisez dans vos articles suffisent largement à lui rendre justice...

Je tiens à la disposition de vos lecteurs intéressés une contre-enquête détaillée sur la campagne de désinformation abjecte orchestrée par vous et vos compères contre les Rencontres des Médias Libres et leur fondatrice Éloïse Lebourg, il suffit pour la recevoir de me la demander en m’adressant un mail à : mfiszbin@free.fr

Par chance, et malgré votre tentative de sabotage assez appuyée, assez lâche aussi, convenez-en, les Rencontres Nationales des Médias Libres et du Journalism de Résistance, toujours dirigées par Éloïse Lebourg, continuent à prendre de l’ampleur avec leur édition 2014, qui a eu lieu cette année à Meymac, où elles ont été accueillies à bras ouverts. Souhaitons leur longue vie, car les médias libres ont besoin d’un tel rendez-vous annuel, il en va de leur survie, n’en déplaisent aux tartuffes, aux donneurs de leçons, aux jaloux, aux grincheux et aux rabat-joie de tous poils...

Michel Fiszbin
co-fondateur de Carbone 14, de Zalea TV, de la Coordination Permanente des Médias Libres, des États Généraux pour le Pluralisme de l’Information, etc...
et ancien collaborateur de Hara Kiri, de Zéro, du Psychopat, de la Grosse Bertha, de CQFD, etc...





Le Trou des Combrailles fait la fête

Notre confrère des Combrailles creuse son trou dans le paysage médiatique régional. Décidé à concurrencer rudement les feux d’artifice de la fête nationale, il organise le dimanche 13 juillet la “fête du Trou”. Toute l’après-midi des stands associatifs, un marché de producteurs locaux et des animations accueilleront les visiteurs qui peuvent bien sûr venir d’ailleurs que des Combrailles ! Le soir : buvette et repas avant de finir la soirée avec des concerts. Tout cela se déroulera dans le bourg de Vergheas (Puy-de-Dôme).

L’abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l’existence du journal !
Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l’adresse courriel suivante : contact@journal-ipns.org

<div><div>Trimestriel édité par l’association IPNS</div><div>Clin d’oeil à “Imprimé Par Nos Soins” que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro.</div><div>Directeur de publication : Michel Lulek</div><div>23340 Faux la Montagne</div><div>Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady</div><div>Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges</div><div>Imprimerie labellisée Imprim’vert</div><div>Commission paritaire : 1017 G 81 797 - ISSN : 1635-0278</div><div>site : http://journal-ipns.org</div></div>	<div><div>IPNS - Je m’abonne !</div><div>Nom : <input type="text"/></div><div>Prénom : <input type="text"/></div><div>Adresse : <input type="text"/></div><div>Courriel : <input type="text"/></div><div>Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € <input type="checkbox"/>, de soutien 20 € ou + <input type="checkbox"/></div><div>Abonnement pour 2 an (8 numéros), ordinaire 28 € <input type="checkbox"/>, de soutien 40 € ou + <input type="checkbox"/></div><div>Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne</div></div>
---	---

Élections municipales

Quand certains réclament plus de démocratie, d'autres ont peur de perdre le pouvoir

Quelques semaines après les élections municipales, le recul nous permet d'apprécier les résultats plus sereinement que lors de leur proclamation, moment où la surprise et l'émotion parasitaient la réflexion.

Des résultats difficiles à interpréter.

La plupart des listes n'affichant pas de couleur politique, déterminer qui se cache derrière des titres comme "ensemble pour...", "bien vivre à ...", "solidaires et dynamiques", "union et rassemblement", ou "défense des intérêts communaux", exige d'être très au fait des relations sociales (familiales, politiques, économiques, interpersonnelles) dans chaque commune.

Une grille d'interprétation qui ne prendrait en considération que l'appartenance politique serait donc inopérante dans les petites communes. Même dans le cas de listes bloquées (commune de plus de 1000 habitants), les enjeux locaux, les conflits de personnes brouillent souvent la compréhension des résultats. Ainsi en est-il en Creuse de Ste Feyre et de Felletin. À Felletin, la liste majoritaire a certes bénéficié des votes de la vieille droite felletinoise, mais sur les trois adjoints, deux sont nettement marqués à gauche et un conseiller est encarté au PS. Quant à la sénatrice Renée Nicoux, elle ne revendiquait pas pour sa liste l'étiquette de gauche, ni à fortiori PS, mais la qualifiait seulement "d'ouverte". Et beaucoup de ses membres n'affichaient pas d'appartenance politique.

Ici comme ailleurs

Le premier constat n'est guère original. Il consiste à remarquer que les tendances observées au niveau national se retrouvent en Limousin :

- la désaffection vis-à-vis du gouvernement et du PS y est aussi marquée qu'ailleurs ; la défaite d'Alain Rodet à Limoges est emblématique et a eu un retentissement national. Mais Brive, Ussel, Argentat, Bellac sont également passées à droite, alors que Guéret et Tulle maintenaient leur ancrage à gauche (cf. lettre de Démerliat aux militants page 10) ;
- le vote protestataire, avec notamment des scores inhabituels pour le Front National, traduit l'atmosphère pessimiste et agressive qui transpire un peu partout dans la société française (ex : les Bonnets rouges en Bretagne).

Néo – natifs : le retour

Mais, ce qui est plus surprenant, particulièrement dans la Montagne limousine, c'est le retour, avec une intensité inconnue jusqu'alors, du vieux conflit entre néo-ruraux et habitants de souche.

Dès les années 1970, cette opposition s'était développée avec des différences notables selon les communes (voir texte de Mike Evans page 7). Il semblait pourtant que, depuis cette époque, les choses s'étaient largement calmées. Dans les années 1990, on avait assisté ça et là à l'entrée de néo-ruraux dans les conseils municipaux et, malgré la tendance à l'augmentation de leur nombre, il semblait que leur arrivée ne suscitait

plus la même méfiance que dans les années antérieures. On aimait à penser que le caractère généralement plus préparé et mieux adapté au pays des nouvelles installations, ainsi que l'appréciation plus positive portée sur elles par la majorité des élus locaux, nous conduisait vers l'apaisement et la cohabitation sereine.

Las, il a suffi qu'en 2014 les néo-ruraux apparaissent comme une force qui s'organisait (cf. "Propositions pour une plate-forme commune de la Montagne limousine", IPNS n° 46) pour que leur aspiration proclamée à la démocratie directe soit vécue comme une volonté de prise de pouvoir à laquelle il fallait s'opposer.

Selon les communes, les conflits n'ont pas pris la même forme, mais on retrouve à Gentioux, à Rempnat, à Eymoutiers, à St Frion et certainement ailleurs, une opposition entre habitants de souche et néo-ruraux.

Une approche plus fine montre que les deux catégories de populations ne sont pas homogènes ; alors qu'une partie des autochtones apprécie la présence des "jeunes", une autre se gausse des "baboss", et les plus virulents voudraient bien se débarrasser de ces "même pas propriétaires". Du côté des néo-ruraux, si beaucoup s'intègrent en travaillant à la pérennisation de leur installation, certains choisissent un mode de vie plus marginal, tant sur le plan économique que dans le domaine culturel ou celui de la vie quotidienne, ce qui entretient les incompréhensions. La recherche d'un mode de vie collectif contribue à les éloigner d'un fonctionnement traditionnel. Il reste que la violence des réactions à l'encontre des néo-ruraux, qui a sans doute atteint son paroxysme à Gentioux, mais est aussi perceptible ailleurs, justifie une analyse approfondie.

Du déjà vu

Il nous semble qu'il y a des composantes habituelles, déjà existantes dans les années 1970, et des éléments plus

Pas de sauveur suprême !

Le regard de Michel Ponchut, conseiller général du canton d'Eymoutiers sur les dernières élections municipales.

Nous avons relevé dans cette campagne quelques petites phrases qui ne peuvent que nous inquiéter : je cite : "nous avons échappé à Eymoutiers à une liste estampillée plateau"... Attention : les circuits courts sont estampillés plateau ! Il en est de même pour le marché du samedi matin place Jean Jaurès, le Parc naturel régional est aussi estampillé plateau ! Le pôle viande local est aussi estampillé plateau... Nous pouvons nous réjouir de l'arrivée d'équipes nouvelles et dans le plus grand respect de la démocratie. Leurs engagements et leurs disponibilités ne font aucun doute. Il n'y aura pas de sauveur suprême, pas plus à Peyrat-le-Château qu'à Rempnat ou ailleurs. Les collectivités vont se retrouver avec des réductions de dotations pour les trois années à venir, le département et la région Limousin ne vont pas y échapper, les zones rurales sont terriblement secouées par cette crise qui se prolonge, les pertes d'emplois sont conséquentes, les communes rurales et leurs communautés de communes n'ont pratiquement aucune possibilité d'action, tout est orienté aujourd'hui vers les zones urbaines à forte densité de population.

Michel Ponchut

récents qui expliquent la virulence des oppositions.

Dans les facteurs déjà connus, la première composante est résumée par l'inscription relevée à Gentioux en 2014 : "Laissez-nous mourir en paix". On peut interpréter de la manière suivante cette prière, déjà entendue en 1978 dans une autre commune : "Nos enfants sont partis, nous les avons encouragés au départ car nous savions qu'il n'était pas possible de faire sa vie ici, et ce n'est pas vous, qui n'êtes même pas nés ici, qui allez nous prouver le contraire. Nous aspirons au calme et à la tranquillité, et votre agitation nous dérange".

En second lieu, la question du travail peut être discriminante ; alors que dans la société traditionnelle, le travail est la première valeur (on respecte "ceux qui bossent" et on méprise les "fainéants"), il n'a pas du tout la même place chez les néo-ruraux, même si beaucoup d'entre eux ont fait leurs preuves comme travailleurs compétents et courageux.

La troisième composante concerne les aspirations culturelles : les loisirs des uns, la chasse, la pêche, la belote, ne sont pas ceux des autres qui préfèrent la musique, le théâtre, le ciné ou l'ornithologie. Les occasions de rencontres sont en conséquence peu nombreuses. Un travail comme celui de Guy Alloucherie¹ à Faux la Montagne prend ici tout son intérêt. La distance culturelle se cristallise aussi sur des thèmes comme le féminisme, la liberté sexuelle, les habitudes vestimentaires ou capillaires.

Le vrai visage du problème

Mais il nous semble que deux éléments ont pris ces derniers mois une importance primordiale dans le conflit actuel : ils concernent la propriété et le pouvoir.

Concernant la propriété, lorsqu'on lit dans la Plate-forme "s'accorder le pouvoir de contrôle sur l'avenir du foncier et du bâti en se dotant d'outils spécifiques (droit de préemption...)", on ne peut s'étonner des réactions négatives, surtout si on se souvient que, dans les années 1990, Marcel Boucaud avait mobilisé beaucoup de monde autour de Royère de Vassivière, grâce à une association, l'Adir (Association de défense des intérêts ruraux), opposée à la création du parc naturel régional, suspecté d'attenter à la propriété privée et au droit de chasse. Sur le plateau, la propriété est toujours censée donner la liberté et faire les vrais hommes !

Pour ce qui est du pouvoir, on peut constater que les néo-ruraux ont eu une attitude volontariste au cours de ces élections municipales ; ils se sont présentés comme une force montante susceptible de bousculer les habitudes de résignation et de fatalisme. Certains locaux ont interprété cette attitude comme un appétit de pouvoir qu'il fallait contrecarrer.

(suite page 4)



Cohabitation impossible ?

Les meilleurs exemples de cohabitation fructueuse entre néo et autochtones concernent les communes où les néo ont attendu qu'on vienne les solliciter pour entrer dans les conseils municipaux au milieu de gens du cru (Faux la Montagne) ou ont fait un long travail en amont pour aboutir à des candidatures mêlant nouveaux et anciens habitants (Tarnac). L'exemple du maire du Chefresne, dans la Manche, qui a créé un comité de village dans sa commune (cf. IPNS n° 45) va aussi dans ce sens : non candidat, il a néanmoins été élu au conseil municipal, et on lui a proposé le poste de maire ! Il s'est donc retrouvé en position de force pour avancer son fonctionnement alternatif.

D'autres réactions, sans doute plus minoritaires, peuvent avoir contribué à accentuer la fracture ; il en est ainsi de l'attitude vis-à-vis de la règle, du droit ; il semble que quelques nouveaux installés aient proclamé haut et fort qu'ils ne se préoccupaient pas de la légalité, que seule comptait la légitimité, c'est-à-dire la cohérence avec les objectifs que se donnait le groupe. Il y a là de quoi effrayer bien des conformismes !

Cette tentative d'analyse, certainement incomplète, maladroite, et à nuancer selon les réalités locales, voudrait placer le débat sur un terrain rationnel et dépassionné ; il ne s'agit pas de chercher des coupables, de désigner les bons et les mauvais, mais de tenter de dépasser des conflits dont l'intensité a outrepassé quelquefois les limites du raisonnable.

L'avenir de notre territoire passe par la recherche patiente de synergies entre les différentes catégories de population et non dans leur affrontement stérile et paralysant.

Jean-François Pressicaud

1-Guy Alloucherie, est intervenu à Faux la Montagne la première semaine de décembre 2013 et a présenté son travail le 7 décembre (film et photos des habitants de Faux).

Fermez la chasse au blaireau !

De retour dans les coins qui m'ont vu naître il y a plus de 60 ans, je constate avec amertume que "mon pays" est en guerre. Guéguerre serait un mot plus opportun. De projections en fêtes, de marchés en concerts, j'ai pris conscience de la montée d'une nouvelle intolérance qui m'est d'autant plus insupportable que je suis né ici. Il existe bien désormais deux mondes, qui se rejettent, se fuient, voire s'invectivent. Fortement ancré dans mes racines, je me sens pourtant tout à fait solidaire de ceux qu'on appelle de façon caricaturale "les gens du plateau". Il

serait temps que la guéguerre cesse, même et surtout celle des mots ! Je suis persuadé que l'arrivée de nombreux "nouveaux habitants" est une chance, et non une épine dans notre pied. Mon pied justement, je ne le prends vraiment pas quand j'entends stigmatiser (mot à la mode), des gens que j'apprécie, et qui ont prouvé un peu partout, de Faux à Crocq, d'Eymoutiers à Peyrelevade, tout le regain d'énergie qu'ils pouvaient apporter au territoire. Je me demande bien en fait pourquoi un rapprochement ne serait pas possible ... Les uns ne fréquentent pas "les autres", mais les "blaireaux" ne sont pas exempts de tout reproche. Leur certitude d'être ceux qui ont compris les premiers est parfois agaçante. Je

pense parfois qu'ils devraient faire le premier pas vers "la paix". Certes, le conservatisme des "anciens" est difficile à remuer. J'aimerais beaucoup que chacun y réfléchisse. Un peu partout les élections municipales ont donné des leçons aux uns et autres. Les premiers trop écolos, trop intellectuels, trop "culturels"... les seconds trop sûrs d'eux-mêmes, ancrés dans un pouvoir sans partage, suffisants... mais pourtant pas nécessaires. Alors s'il vous plaît, que chacun tende la main. Il me semble que c'est plus facile à ceux qui sont "là depuis longtemps"(sic), alors que nous sommes tous citoyens du monde. Rien de plus.

Michel Patinaud, Eymoutiers

Les nouveaux arrivants, une chance

A Gentioux, la campagne s'est focalisée sur la question des nouveaux habitants. Dans une lettre ouverte adressée à celle qui s'est fait élire maire, "Domi" comme il l'appelle familièrement, François Christin, vieil habitant de la commune venu d'ailleurs il y a longtemps, montre que Gentioux a été un véritable creuset creusois.

Les nouveaux arrivants, ça fait parler. C'est normal - mais c'est surtout une chance, il faut la prendre. C'est aussi un risque, il faut l'accepter - le limiter - le partager - le

contrôler. Le mieux, pour l'info, c'est introduire quelques éléments nouveaux dans le Conseil. Domi, souviens toi, depuis plus de soixante ans, Gentioux c'est quoi ?! Quelques familles de Creuse, mais c'est surtout des migrants, maçons, paysans, revenus au pays pour la retraite. C'est aussi des Italianos, des Germaniques, des Portos, des Spanos, puis des Bretons, des Normands, même des Hollandais - un peu Flamands, un peu Bataves. Y a même un vieux con qui a accueilli des gens de l'Islam - Algériens, Marocains, Turcs (affreux !). Dernières nouvelles : des Russes et des Caraïbes sont arrivés. Alors Domi, arrête, maîtrise toi, ça va se tasser !

François Christin

Pourtant, que la montagne est belle...

La politique régionale d'accueil en Limousin, très volontariste, commence à porter ses fruits. Depuis 1999, la courbe démographique de la région se redresse, malgré le déficit chronique de naissances, grâce à un solde migratoire positif. Il y a assurément de la place pour tous. Fort de ce constat, "nouveaux" et "anciens" se sont mobilisés dernièrement dans de nombreuses communes de la Montagne limousine. Ils se sont rassemblés autour d'une plate-forme commune, présentant d'abord de nouvelles listes aux municipales "pour faire revivre le pays". Cela avec plus ou moins de succès, certes, mais en précipitant au moins le débat et en mobilisant un soutien non négligeable. L'esprit d'ouverture, ainsi que cette vision

d'un avenir meilleur sur place, ne sont pas partagés par tous. Au lieu de croire dans le possible certains prétextent, encore et toujours, l'inéluctable. Quelques brèves de comptoir entendues : "Il ne reste plus que des vieux, mais c'est comme ça...". "Après la guerre, tous ceux qui savaient lire ont pris le train, alors...". "C'était bien mieux avant, mais là il n'y a plus rien à faire". "Nous n'allons quand même pas nous remettre à faire des enfants maintenant". "Ici, on assiste à la fin d'une certaine civilisation". Ou encore – inexcusable - ce maire-sortant d'une commune corrézienne qui souhaitait fermer définitivement son école (!) - pour des raisons d'équilibre budgétaire. Quand la population a protesté, vu qu'il y avait encore des enfants à scolariser dans la commune (enfants des arrivants, mais bon...), sa réponse a été : "On s'en fout : ce ne sont plus les nôtres". "Ce-ne-sont-plus-les-nôtres" ? Il y a des discours qu'on ne peut

entendre sans réagir. Et en effet, on a réagi ! Une autre équipe a été élu illico par les habitants mobilisés par l'outrance de tels propos. Mais fallait-il vraiment en arriver là avant de se rappeler que les nouveaux arrivants en provenance des régions (et au delà) ne sont pas si étranges ? Quitte à citer le poète* : "N'avons-nous pas, nous autres, les mêmes soucis pour l'avenir de nos enfants, que vous, les gens du pays ? Quand on se blesse en bricolant, ne saignons nous pas autant ? Et quand on fait (trop) la fête, ne souffrons-nous pas de la même gueule-de-bois ?" En dépit de nos différences, au fond, nous sommes biens pareils. Les uns ont choisi d'y vivre en ne partant pas, alors que les autres ont choisi de venir s'installer pour y vivre.

Mike Evans

* William Shakespeare, *Le Marchand de Venise* Traduction (très) libre.

AGENDA

Samedi 21 juin, à 10h : Rencontre avec Eric Aunoble, historien, autour de son livre *Le communisme tout de suite !* sur les communes en Ukraine de 1919 à 1935. À la bibliothèque de Tarnac (au-dessus de la mairie).

Dimanche 22 juin à la Villedieu à 11h balade de solstice, à 12h30 pique nique partagé et à 14h Assemblée générale de Nature sur un Plateau. On y parlera de la charte du PNR, du projet de gestion de la parcelle forestière d'une communauté de communes, des rencontres du Réseau des alternatives forestières en septembre sur le plateau.

Vendredi 27 juin, 18h : Rencontre avec Jérôme Baschet autour de son livre *Adieux au Capitalisme*, sur les expériences d'auto-gouvernement dans les zones du Chiapas tenues par les Zapatistes et les perspectives qu'elles dessinent.

Du 6 juillet au 2 novembre

au Centre international d'art et du paysage, sur l'Île de Vassivière, exposition du groupe RADO (dix jeunes artistes) au terme d'une recherche de trois années dans le pays de Tulle : "Nous avons choisi d'aborder le territoire par ses réseaux techniques (énergie, déchets, transports, etc.) : le plus souvent invisibles alors même qu'ils structurent notre vie quotidienne, ils sont de plus en plus objet de luttes et de débats. Il y avait là un défi documentaire : comment avec de la vidéo, du dessin, des photographies, des sculptures, révéler des réalités cachées, ou mal regardées, tout en indiquant des réserves d'invisible ?"

Samedi 26 juillet à Lussat : Festival contre les projets miniers : "Dans le but d'affirmer notre opposition au PER dit "de Villeranges" et de mettre en valeur ce que nous estimons être les véritables richesses de

notre département et de la terre, le Collectif de Vigilance sur les projets miniers Creusois organise une journée de contestation festive sous la forme du premier festival "No Mine's Land" ("terre d'aucune mines"). En savoir plus : www.minesencreuse.blogspot

Dimanche 27, lundi 28 et mardi 29 juillet : 11ème édition du festival Folie ! Les mots, dans le bourg de Faux-la-Montagne. Au sommaire cette année, entre

autres : une lecture marathon non-stop des *Mille et une nuits* et un moment studieux et joyeux autour de la "Très Grande Dictée" de Folie ! Les mots. Un grand moment d'orthographe !

Du 30 juillet au 1er août, le septième Atler-Tour (un tour de France en vélo des alternatives) sera sur le plateau à Eymoutiers, Faux-la-Montagne et Vidaillat. En savoir plus : www.altertour.net



Néo et Natif sont sur un plateau.

L'un tombe à l'eau. Que reste-t-il ? Une école qui ferme.

Le clivage natifs-néos fait partie de ces clés de lecture qui verrouillent les analyses plutôt qu'ils n'ouvrent des perspectives de compréhension. Poussé à l'excès, il conduit tout simplement... à la guerre.

Sept générations ?

Classer ainsi en deux groupes les habitants du plateau est d'un simplisme effrayant qui ignore la diversité des parcours. Un « originaire » du plateau qui n'y est pas né, a grandi en région parisienne, a vécu toute sa vie professionnelle ailleurs, qui y venait en vacances et qui vient s'y installer à la retraite est-il un natif ou un néo ? Un enfant né sur le plateau de parents arrivés pour s'installer en agriculture dans les années 1960 et qui après des études qui l'ont éventuellement conduit ailleurs, revient vivre ici est-il un natif ou un néo ? Le conjoint étranger d'une « native » devient-il natif ? L'habitant qui vient de la commune voisine est-il un néo ? Et s'il vient de Guéret ? Et de Limoges ? À combien de kilomètres de son lieu d'habitation doivent se trouver les lieux de naissance du pur natif et du vrai néo ? Doit-on être né sept générations avant de trouver la rédemption d'une nativité enfin méritée ?

Lorsqu'on met toutes ces interrogations en regard des exigences pour devenir Français par naturalisation on peut se demander s'il n'est pas plus facile à un Persan de devenir Français qu'à un néo de devenir aux yeux de certains, tout simplement un

habitant du pays. Et comment une élue qui ergote sur l'origine de quelques-uns de ses concitoyens et leur légitimité à voter dans sa commune, peut-elle concilier une telle attitude avec la position officielle de son parti (le PS) sur le droit de vote des étrangers aux municipales (un engagement de campagne de François Hollande) ?

Mobilités

Pour relativiser tout cela nous proposons ici une vision démographique du plateau à cinq ans d'intervalle. On le savait depuis une étude du PNR d'il y a une dizaine d'années : 30% des habitants du plateau n'y habitaient pas dix ans auparavant. Quel pourcentage aurait-on pour 20 ou 30 ans de recul ? Nous ne le savons pas mais on peut penser qu'il est très largement supérieur : 40% ? 50% ? 60% ? Les résultats des recensements nous permettent de connaître précisément les chiffres sur une période de 5 ans. Ainsi, sur les 113 communes du PNR, en 2006, 10,7% des habitants habitaient en dehors du Limousin cinq ans auparavant, et étaient donc de nouveaux habitants (plus de 1 sur 10). Ce chiffre

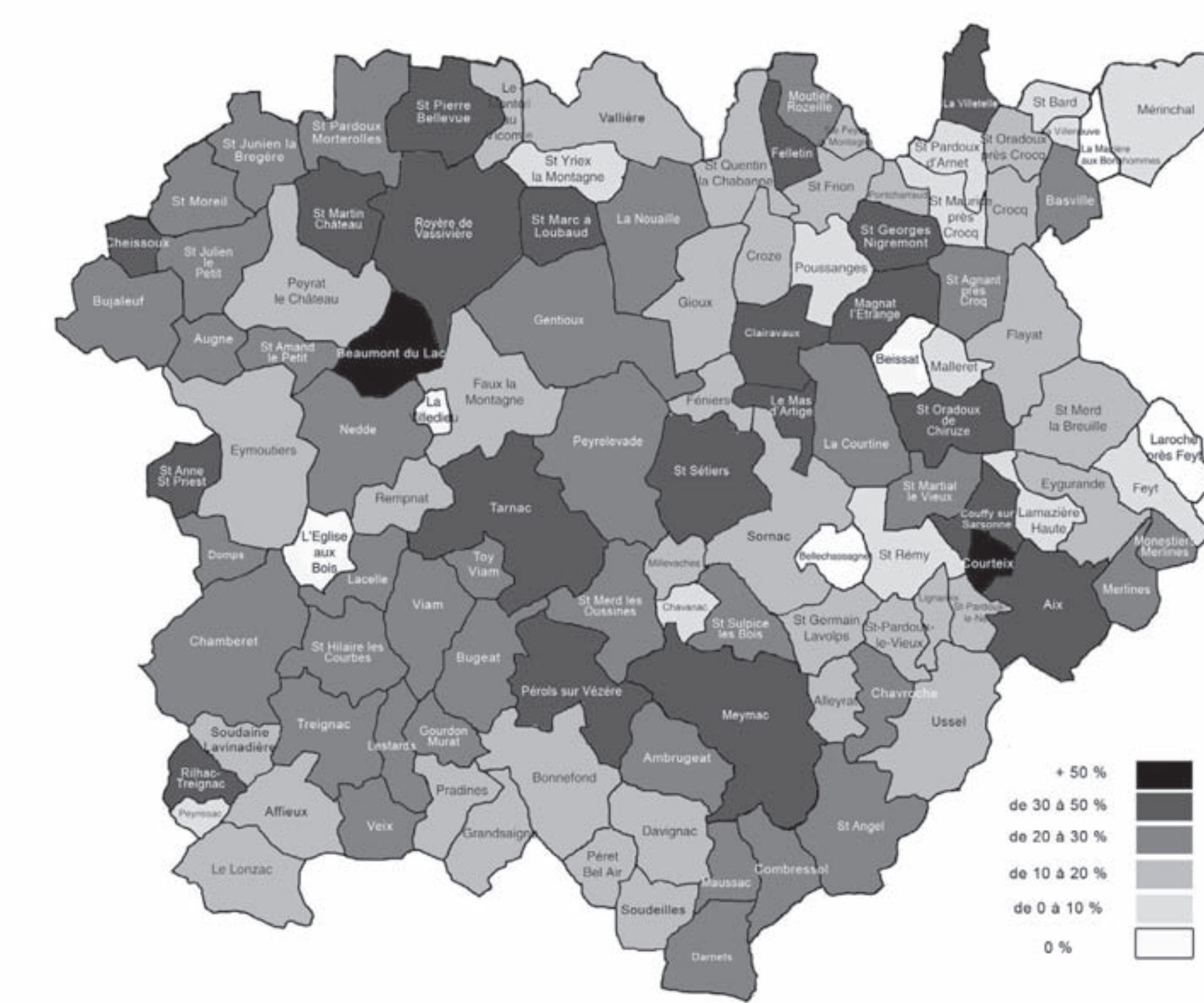
monte à 12,5% si on y intègre ceux qui habitaient seulement en dehors du département (un Corrèzien venu habiter en Creuse par exemple). Et il est de 21,7% si on y intègre les personnes qui viennent d'une autre commune.

La carte ci-dessus a été construite à partir des résultats du recensement de 2008 et indique, commune par commune, le pourcentage d'habitants qui n'y habitaient pas 5 ans auparavant – d'où qu'ils viennent. Une étude récente(1) nous apprend que ce qu'on appelle la “mobilité résidentielle” a tendance à s'accroître légèrement en France. Au début des années 1970, la part de ceux qui avaient déménagé en changeant de commune dans l'année était de 6,7 %, contre 7,5 % en 2011. Notre carte nous donne la situation sur une période plus longue (5 ans).

Michel Lulek

(1) <http://www.observatiosociete.fr/node/87>

Mobilité résidentielle sur le plateau de 2003 à 2008



Pourcentage d'habitants d'une commune qui n'y habitait pas cinq ans auparavant (2008).

Plus la couleur est foncée, plus ce pourcentage est important. On peut voir ainsi que plus de 50% des habitants de Beaumont-du-Lac ou de Courteix sont arrivés dans ces communes dans les cinq dernières années. A Saint-Martin-Château, ce pourcentage est entre 30 et 50 % (gris foncé), exactement 42%.

Source : INSEE – Recensement 2008.

Double-vie au village

Les municipales sont toujours une bonne occasion de regarder en arrière la manière dont fonctionne, bien ou mal, un village. Les deux témoignages que nous publions ici, pages 6 et 7, ont l'intérêt de concerner une même commune de la Montagne limousine, de parler (en partie) de la même époque, mais de deux points de vue différents. Se complètent ainsi les regards de deux habitants qui mettent bien en évidence les facettes contrastées d'une même histoire. Où l'on voit que la solidarité n'exclut pas une certaine frilosité à l'accueil et que le charisme d'un élu peut à la fois être très positif et un tantinet restrictif. Quant à la crainte exprimée par notre "Montagnard" de voir disparaître le lien social, elle trouve un écho dans l'espoir d'une vie locale plus solidaire exprimée par notre second contributeur.

Une histoire de solidarités villageoises

Ce texte n'a d'autre prétention que ce qu'il est : un témoignage, par essence subjectif. Comment un enfant du pays a vécu de 1959 à 2000 l'action du conseil municipal de son village

Ce que je voudrais savoir c'est pourquoi tu veux m'interviewer ?

C'est parce que tu m'as parlé de la façon dont s'est fait le camping du village et de la solidarité lors de la tempête de décembre 1999. On parle beaucoup de lien social en ce moment et de la façon de le nouer ou de le renouer. Je crois que ce qu'il faut c'est un projet commun. Cette histoire me paraît en être un.

Tu as raison mais il faut remonter très loin pour comprendre. Depuis le congrès de Tours en 1920 le village était tenu par les socialistes à l'exception d'un maire communiste élu vers 1937 et révoqué par Pétain. Il y toujours eu des élus communistes dans le village mais les choses étaient difficiles pour eux : ils se faisaient huer quand ils allaient se réunir. Il y avait des petites tracasseries, c'est ainsi qu'un des deux forgerons avait toujours des ennuis quand il laissait des charrues sur le trottoir (entrave à la circulation) mais pas l'autre qui, lui, était du bon bord. Dans le village il y avait les socialistes et les communistes mais aussi la calotte et les laïques. Il y avait même une école privée. Et puis il y avait eu les histoires après la guerre... Les relations sont tout de même plus apaisées aujourd'hui.

Pour revenir à ta question il faut remonter à l'élection du maire en 1959. J'avais 6 ans. Il était communiste, les gens en avaient assez des socialistes et des faveurs accordés a ceux qui "votaient bien". Il était instituteur et savait tout des familles qui lui confiaient leurs enfants et ils lui faisaient confiance. Même quand il faisait une remontrance à leurs enfants, on ne pensait pas à remettre en cause son autorité. Il s'impliquait pour le village. Il avait organisé des projections de cinéma dans la salle des fêtes, monté une troupe de théâtre. On jouait surtout du vaudeville mais on s'amusait bien. Il y avait de tout dans les acteurs : des jeunes, des vieux, des paysans, bref de tout.

Vers les années 1960, le conseil municipal a décidé que le village paierait les livres et les fournitures scolaires aux enfants de la commune qui allaient au collège à Eymoutiers, car Eymoutiers ne voulait pas payer pour les enfants des autres communes. J'en ai bénéficié quand je suis allé au collège. J'allais chercher mes cahiers et mes livres à la mairie

Il a aussi organisé une cantine dans l'école primaire, (avant les enfants apportaient leur gamelle) et les paysans de la commune fournissaient les légumes (pas la viande bien sûr), ce n'était pas obligé, cela se faisait spontanément. Il y a une chose importante que je tiens à dire : c'est que la population était associée à toutes les décisions du conseil municipal qui souhaitait moderniser la commune, sans que cela nous coûte trop cher.

Il y a eu l'installation du téléphone : il a été décidé que chaque village aurait un poste public. C'était un téléphone qui était installé chez un particulier (le plus souvent un adjoint au maire) et que tout le monde pouvait utiliser. Bien sûr, les gens devaient payer les communications, mais il y avait aussi le dérangement pour celui chez qui il y avait le téléphone et le nettoyage du sol. Vers les années 1970 on a commencé à avoir des téléphones particuliers.

Les gens étaient propriétaires de leurs terres ?

Oui, ici les gens ont toujours été propriétaires. Pour l'eau potable, il y avait l'eau courante au bourg et dans les gros villages mais pas dans les villages éloignés. Avant on allait prendre l'eau au ruisseau en bas et ma mère lavait dans l'étang qui était de-



vant chez moi. Je dis étang, mais en fait c'était plutôt un carré de 4m sur 4. Je l'ai comblé depuis.

Pour certains villages, il a été proposé que ce soit les habitants valides qui creusent les tranchées. C'était de la solidarité. La mairie a fourni les tuyaux. En échange on a eu l'eau gratuite pendant 15 ans. Les non valides payaient une somme modique. Il y a eu aussi un lavoir installé devant chaque maison et il y avait aussi le lavoir communal que tu as vu sur la route.

Puisque les rues du bourg étaient propres, il n'y avait pas de raisons pour que les paysans n'aient pas droit, eux aussi, à une cour de ferme propre. Le conseil a proposé aux paysans de faire les travaux d'empierrement préalables et c'était la mairie qui apportait le goudron. Mais là il y a eu un problème qui a été mis à jour par un stagiaire de la sous préfecture de Bellac (figure toi que c'était Hissène Habré !) qui a remarqué que ce n'était pas légal car c'était de l'argent public utilisé pour des personnes privées. C'est même monté en Conseil d'état !

J'ai entendu dire qu'il y avait du favoritisme pour ces histoires de goudronnage ?

Non, le maire disait qu'il était l'élu de tout le village, même de ceux qui n'avaient pas voté pour lui. On avait aussi une coopérative agricole pour le matériel et les engrais. Ce n'était pas tellement des engrais azotés mais de la chaux, des amendements en calcaire et des scories (des haut fourneaux). Les tracteurs sont arrivés dans les années 1950-60.

Alors le camping ?

C'était autour de 1975. A l'époque on voulait favoriser le tourisme social et parfois les touristes "débordaient" chez nous. C'était une chance pour le village. Alors la mairie a acheté le terrain, fait venir une entreprise pour les gros travaux et les agriculteurs sont venus ensuite pour faire les pelouses, planter les arbres et, les années suivantes, faire les entretiens.

Mais comment cela se décidait il ?

Cela se faisait tout seul. On décidait d'un jour pour ceux qui pouvaient venir, si on ne pouvait pas cela n'était pas grave. C'était un jour où il n'y avait pas d'école car on mangeait à la cantine. La cantinière était réquisitionnée pour nous faire le repas. C'était de bons moments, on travaillait et on mangeait tous ensemble.

Et puis il y a eu la tempête de décembre 1999. Cela a commencé à souffler vers 18h et c'est une chance qu'il n'y ait pas eu de morts. Le matin on a pu voir l'étendue des dégâts, surtout sur la forêt, car les maisons avaient dans l'ensemble plutôt bien résisté. Si le chêne qui était devant la maison n'est pas tombé c'est parce que ses racines ont été retenues par le goudron, il s'était soulevé mais cela a tenu. Il y avait par endroits des empilements, des enchevêtrements d'arbres et de fils électriques de plusieurs mètres de haut. Il n'y avait bien sûr plus de téléphone, plus d'électricité.

Sans se concerter, on s'est tous retrouvés devant la mairie avec les tronçonneuses et les tracteurs et on s'est mis à disposition. En 24h tous les accès aux villages mêmes les plus éloignés ont été dégagés. Aujourd'hui j'ai l'impression que cette solidarité, ce lien social dont tu parles, n'existent plus, et je ne suis pas sûr que ce que nous avons fait en 1999 soit possible aujourd'hui.

Paroles recueillies auprès d'un habitant de la Montagne limousine qui a souhaité signer "le Montagnard"

Dominique Alasseur



Chabatz d’entrar ?*

Un conte des deux cités

Dans nos campagnes “reculées“ il y a différentes façons de voir “l’autre“ - l’étranger – celui qui n’est pas d’ici, qui vit autrement - qui n’est pas “comme nous.“ On peut s’en méfier au point de le rejeter ; l’ignorer en le laissant à l’écart ; en prendre ombrage pour mieux le stigmatiser... Ou alors le recevoir, à bras ouverts, comme source d’enrichissement culturel, économique ou social ; le reconnaître comme apport de diversité ; l’apercevoir comme renfort dans un monde rural en manque de dynamisme... Autrement dit, on peut aussi l’accueillir.

Habitant “néo-rural“ installé sur le plateau de Millevaches depuis bientôt quarante ans, j’aurais vécu dans deux communes rurales, géographiquement proches, mais séparées par leurs politiques d’accueil, avec des résultats aux antipodes.

Débarquement

Lors de mon “débarquement“ sur la Montagne limousine, dans les années 1970, jeune anglais en vadrouille, sans métier, ni moyens, ni domicile fixe (mais avec mon tipi fabriqué maison), je parlais à peine le français et j’avoue que je n’avais pas grand-chose à proposer. A première vue, le village où j’avais échoué par hasard n’avait pas non plus grand-chose à offrir. Petite commune pauvre sise à plus de 700 mètres d’altitude en flanc de montagne, avec ses 400 habitants plutôt (voire très) âgés, son avenir était en apparence aussi gris que le temps qu’il faisait sur ses pentes boisées, si souvent enrobées de brume ou battues par la pluie. Sauf que, contre toute attente, ce n’était pas tout à fait vrai... L’atout de cette petite bourgade, était ailleurs, parmi ses édiles. Le jeune maire de la commune visionnaire et iconoclaste était un enfant du pays ayant voyagé avant de revenir sur les terres de son enfance. Il avait cherché à me rencontrer tout de suite, moi comme tous les autres “post-soixante-huitards“ de l’époque. Ce fut l’occasion de connaître sa vision optimiste de l’avenir du territoire en tant que terre d’accueil. Le déclin du milieu rural n’aurait donc rien d’inexorable ? La vraie richesse de ces terres, si ingrates, serait d’abord (et comme toujours, finalement) ses hommes et ses femmes : d’ici, certes, mais aussi venus d’ailleurs ? C’était un pari un peu fou, mais j’avais été convaincu, et même enthousiasmé. Il y avait ici une écoute, une envie d’encourager, faciliter même l’installation des arrivants, y compris les moins “prometteurs“. *Alea jacta est*. C’était décidé : je tenterai donc ma chance ici, *al país*...

Déménagement

Quelques années et métiers plus tard, le hasard m’a amené à m’installer un peu plus bas dans la vallée, dans une commune voisine à l’ouest. Mon projet : y développer une activité agro-touristique innovante. Cette fois, malheureusement, je n’y ai pas rencontré de véritable volonté d’accueil. Aucun soutien municipal aux arrivants ne m’y attendait. La concertation ? L’accompagnement du porteur de projet ? La rencontre même ? “Mais pour quoi faire ?“ Pour y arriver, il allait falloir s’accrocher... Plus inattendu encore, il ne sera pas question ici de permettre aux nouveaux arrivants d’apporter un autre point de vue, de partager un savoir-faire, de contribuer à la réflexion sur la vie de la commune, ni même poser une question au conseil municipal. Un peu déconcertés, les quelques “étrangers“ de mon nouveau village, ne se sentant pas spécialement les bienvenus, se découragèrent d’abord, avant de créer une association citoyenne, dont le but (d’après le maire) était “de faire chier“. Ici-bas, apparemment, on ne voulait surtout pas que ça change. L’immobilisme ambiant n’avait pourtant pas empêché d’investir dans des aménagements, de faire subir un lifting subventionné à cette bourgade “d’en bas“. Le lavoir, le château, la place, la mairie, l’église, les WC publics “de caractère“, sans oublier les trottoirs et, dernièrement, la “mega“ salle des fêtes. En fin de compte, plusieurs millions auront été dépensés pour le “paraître“, sans pour autant créer d’emplois pérennes et (d’après moi) pas forcément toujours à bon escient. Mon nouveau petit bourg ne serait destiné qu’à devenir un joli décor de théâtre, une mise en scène esthétique à l’intention des (éventuels) touristes de passage ? En tout cas, ces projets d’embellissement, à grands frais, n’avaient pas tellement été élaborés en concertation avec l’ensemble de la population, encore moins en sollicitant des contributions ou la participation des nouveaux arrivants, pourtant disponibles et souvent qualifiés. On a jamais voulu donner dans la “démocratie participative“. “Ici, c’est celui qui paie qui commande“. Ainsi la place

principale du village, à défaut d’être vivante sera, au moins, joliment rénoverée...

Entre les deux mon cœur balance

Là-haut donc, à l’est, sur les contreforts du plateau, je constate que les effectifs des années 1970 ont été maintenus et progressent même, avec assez de naissances depuis 2013 pour constituer une équipe de rugby (dans quelques années). Il n’y a pas eu d’aménagements ostentatoires du bourg car, quarante ans durant, les priorités ont été placées ailleurs, plutôt dans le développement local. Pas d’embellissements prestigieux soit, mais un éco-quartier, une chaufferie collective bois-énergie, des locaux associatifs, une salle de fêtes (aussi) mais de bonne facture, consensuelle, participative, fonctionnelle et de ce fait sollicitée trois cent fois par an ! On va probablement être obligé d’y ouvrir une nouvelle classe prochainement, afin d’accueillir tous les nouveaux enfants, nés “au pays“. Les nouveaux arrivants, nombreux, y sont systématiquement encouragés, orientés, soutenus et intégrés aux processus de réflexion. Si les créations d’associations dans le secteur du développement local et environnemental paraissent toujours aussi importantes, il s’y est ajouté un grand nombre de créations d’ordre social et culturel : crèche parentale, halte-garderie, maison des jeux, festival littéraire, organisation et diffusion de spectacles, télévision associative, journal local et j’en passe... Surtout, la relation entretenue par les “néo-ruraux“ avec les “autochtones“, comme avec les élus, est devenue un atout pour le dynamisme local, particulièrement en matière d’associations (près d’une quarantaine !) avec, à la clé, des créations d’emplois. Les tensions inévitables entre “natifs“ et “nouveaux“ semblent s’apaiser ; le clivage entre anciens et nouveaux y est devenu moins net. Mais ça, c’est là-haut...

À l’ouest !

Par contre, ici-bas, dans la vallée : c’est sûr, on est complètement à l’ouest ! Bon nombre des électeurs ne vivent plus sur place dans mon village, pourtant “embelli“. Après avoir représenté presque le double de celle des “montagnards“ à l’époque de mon arrivée, la population résidente à l’année a aujourd’hui dégringolé d’un bon tiers. Plus sombre : il n’y a quasiment plus de naissances à déclarer. Bientôt, on sera amené à fermer la dernière classe de l’école du village, faute de petits, et ce sera la mort annoncée de cette commune, autrefois réputée si florissante, en tant que communauté vivante. Ce n’est pas pour autant qu’on se met, enfin, à encourager les installations, car on entend comme arguments : “Ça ne marcherait jamais ici...“ ; “Les projets ne sont pas viables, alors il vaudra mieux que les fermes restantes s’agrandissent“ ; “Ces nouveaux, ce sont des poètes, des écolos ou des rêveurs...“ C’est vrai que les quelques petits commerces et services restants luttent déjà pour survivre, suspendus aux apports aléatoires des touristes venus le temps d’un court séjour estival. Alors en rajouter d’autres ? “N’y pensez pas !“ Enfin, on n’y apprécie toujours pas davantage les quelques propositions d’activités nouvelles. D’après le maire “il y a déjà assez d’associations chez nous comme ça“ - à savoir : une douzaine...

L’avenir, on ne le subit pas, on le fait !

Il paraît que les têtes pensantes de l’aménagement du territoire, plutôt fatalistes, programment pour la Montagne limousine un avenir en tant qu’espace récréatif à l’intention des citadins en mal de nature. C’est un destin que nous pouvons refuser ensemble. La plate-forme élaborée par des habitants du plateau à l’occasion des dernières municipales (voir IPNS n°46) le dit bien : “Il est évident que nous ne pourrions jamais

à François Chatoux



”Mike (assis à gauche) à 21 ans en 1976 débarque sur le plateau, avec des copains et son tipi. Aujourd’hui quel accueil recevrait-il ?”

espérer repeupler ce territoire fragile si on ne se mobilise pas contre cette logique, celle-là même qui a contribué à en faire un désert“. Mon parcours personnel, bien qu’anecdotique, me permet aujourd’hui de jeter un regard critique sur le bilan social des politiques mises en œuvre dans ces deux “cités“ du plateau où j’ai vécu. Mais en découvrant les tendances démographiques et les projets d’aménagement, chacun pourra facilement déduire qu’il est temps de privilégier plutôt l’approche d’ouverture en ce qui concerne notre politique d’accueil, si on ne veut pas laisser le plateau « mourir en paix ». Acceptons que nous avons, gens d’ici et d’ailleurs, premiers et derniers arrivants, “paléos“ et “néos“, bref tout le monde, quelque chose à apprendre, à apporter et à partager dans l’intérêt d’une vie locale plus vivante, plus résiliente, plus solidaire. Et adienne que pourra, ayons l’intelligence d’accorder enfin à chacun sa chance, même improbable. Comme à l’autre jeune “hippie“ que je fus, vivant jadis dans son tipi. Arrivé il y a bientôt quarante ans, on n’a pas cherché à me repousser, ni à m’encadrer, bien au contraire. À cette époque, certainement moins réglementée qu’aujourd’hui, j’ai eu l’envie, l’opportunité et la chance de développer une activité agro-touristique, créant des emplois et générant des retombées appréciées aux alentours, avec plus de 300 000 visiteurs sur le site à ce jour. Aujourd’hui, je m’investis dans une activité d’accueil, en gîte “grand format“ pour y recevoir des groupes. Un endroit permettant la rencontre de personnes de tous milieux et provenances, venues s’y retrouver, échanger, apprendre, partager, faire la fête, ou simplement rêver un peu. Visiteurs venus découvrir les beaux paysages de la Montagne limousine, l’écrin boisé (et assez souvent ensoleillé, finalement) de ce petit village “pionnier“ situé non loin d’ici, là où j’avais été vraiment accueilli - moi parmi tant d’autres arrivants, tous aussi improbables.

Mike Evans

* Finissez d’entrer ! C’est bien ce qu’on dit au pays, et c’est plutôt sympa, pas vrai ? Alors commençons par ouvrir déjà - un peu plus grand - nos portes, tant qu’il y en a encore qui y frappent. Il y a certainement quelques belles rencontres à faire...



Toutes ces phrases sont des propos e

"Votez pour nous, au moins sur notre liste, il n'y a pas d'étrangers !"

"La municipalité sortant pas attendu ces candidats récemment installés Eymoutiers pour élaborer programme sérieux"

"ON LES FERA DÉGAGER D'ICI LES ÉCOLOS !"

"ils ne sont pas d'ici, ils ne sont pas propriétaires"

"Pourquoi garder l'école c'est même plus nos enfants qui y vont !"

"Si je suis élu, je serai en symbiose avec la Comcom"

"Ceux-là c'est des terroristes !"

"Nous n'allons quand même pas nous remettre à faire des enfants"

"Mais non c'est des assistés, c'est déjà bien assez grave !"

"Quand on pense que la mairesse avait même organisé une exposition sur les brigades rouges !"

"Les communes ont le devoir de soutenir la métropole de Limoges"

"Il ne reste plus que des vieux, mais c'est comme ça..."

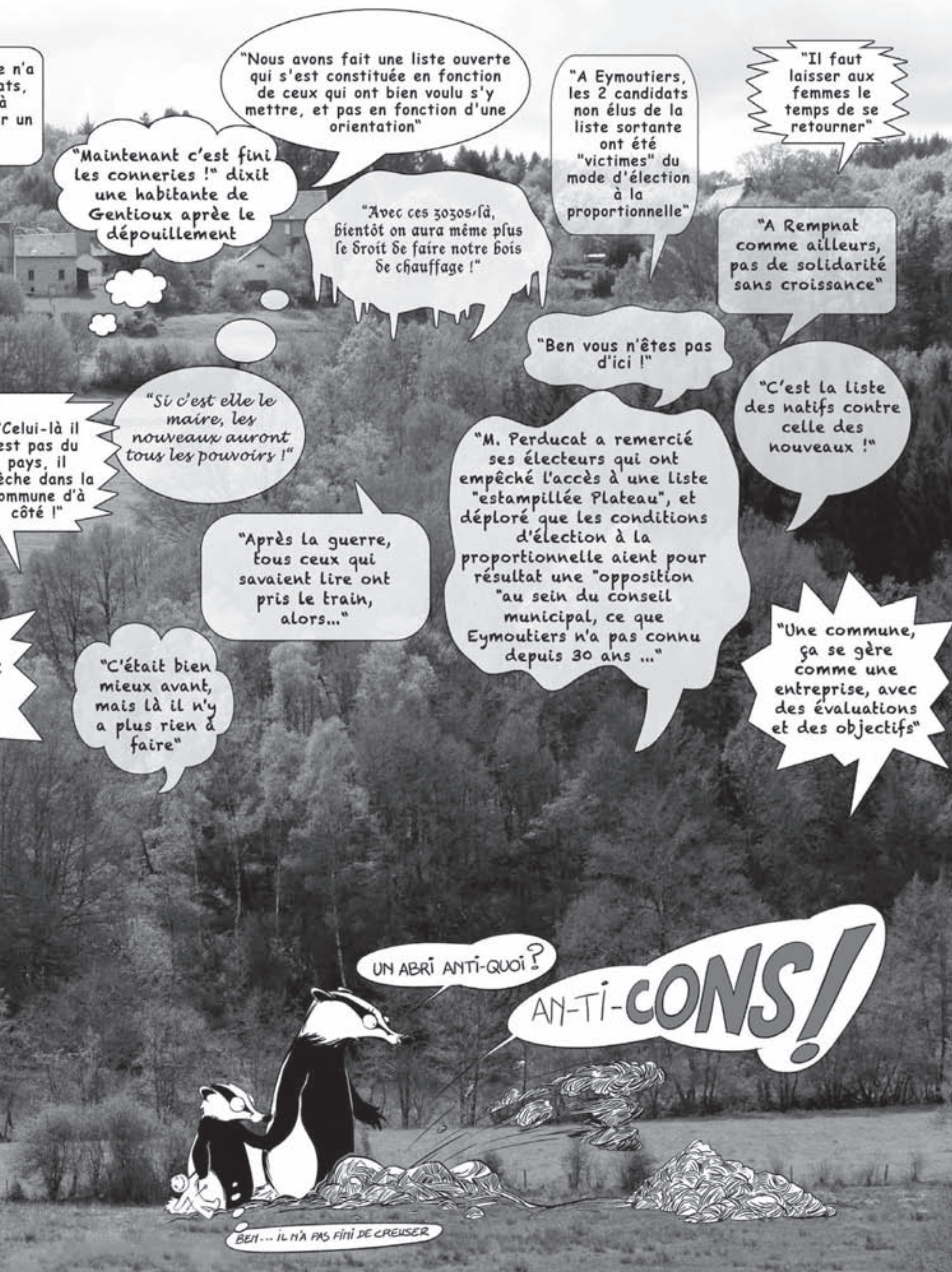
"Ici, on assiste à la fin d'une certaine civilisation"

...ON AVAIT DE L'AVENIR.

DANS LE TEMPS...



entendus lors des municipales



Municipales et copinages

Quand un sénateur socialiste limousin tance ses petits camarades...

Les élections municipales ont été un coup dur pour les socialistes. En Haute-Vienne, ce fut même un sacré coup de bâton. S'ils ont conquis quelques communes dont Saint-Léonard de Noblat, ils ont perdu Aix-sur-Vienne, Ambazac, Bellac, Dompierre-les-Eglises, Dournazac, le Châtenet-en-Dognon, Rilhac-Rancon, Roussac, St- Laurent-les-Églises... et bien sûr Limoges ! Dans un courrier « confidentiel » aux adhérents du PS haut-viennois, le sénateur socialiste Jean-Pierre Demerliat, Premier secrétaire fédéral jusqu'en juin 2007, vide son sac. Un témoignage de première main sur le marigot socialo dont nous avons déjà remué la boue dans de précédents IPNS (voir en particulier IPNS n°37). En voici quelques extraits édifiants.

Le tsunami électoral qui vient de submerger les Socialistes en Haute-Vienne, avec la perte de Limoges mais aussi de Bellac et d'Aix-sur-Vienne, parmi d'autres, bien que quelques succès aient été les bienvenus, doit nous amener à réfléchir sur les causes, les responsabilités et les solutions à apporter (...).

Féodalisme et copinage

J'ai démissionné de mes fonctions de Premier Secrétaire fédéral, en juin 2007, pour plusieurs raisons. En effet, je n'étais plus en accord avec le féodalisme, le clientélisme et le copinage qui présidaient, malgré moi, depuis quelques temps déjà aux nominations, cooptations, présentations de candidat(e)s officiel(le)s, et pour un ou deux autres motifs que je préfère taire pour l'instant afin de ne pas assombrir encore plus le paysage. Malgré cela la fédération était, de l'avis de tous, en ordre de marche ; nous conservions nos positions et nous en conquérions d'autres. Après ma démission, j'ai tenu à observer une certaine réserve, peut-être trop longtemps ; personne n'aurait vraiment compris que je joue le rôle du donneur de leçons à l'encontre de mes successeurs. Aujourd'hui, compte-tenu de l'état dans lequel nous sommes, je ne peux plus me taire. Les catastrophes spontanées et brutales sont rares. Ainsi, dès les municipales de 2008, des difficultés sont apparues : nous avons gagné quelques communes mais nous en avons perdu beaucoup d'autres ; près de 20 000 habitants de notre département ont vu la majorité de leurs conseils municipaux changer de couleur politique à notre détriment (...).

Laisser le chef "cheffer"

Les raisons de l'échec traumatisant à Limoges sont à ranger dans deux catégories : les causes structurelles et les causes conjoncturelles. L'organisation inadaptée du comité de ville nous a coûté cher à Limoges : les sections ne recouvrent pas les cantons, les militants sont libres d'adhérer là où ils veulent et certains conseillers généraux vivent loin de leur périmètre d'élection. Quelques uns de ces derniers n'y mettent que rarement les pieds et n'y connaissent pratiquement personne, à l'exception majeure de l'un d'entre eux, qui possède un appartement sur son canton, anime sa section et y fréquente assidûment toutes les associations. Le rôle d'une section, la tâche d'un militant consistent bien évidemment à réfléchir sur l'idéologie, la politique et la tactique du PS et de la fédération, mais aussi, à s'investir sur le terrain, dans les associations, à porter la parole socialiste au plus près des citoyens. On comprend aisément que l'organisation décrite ci-dessus n'atteint pas une efficacité optimale dans les situations difficiles et même périlleuses comme celles que nous venons de vivre. J'avais maintes fois proposé d'y remédier mais "on" avait revendiqué le fait que Limoges jouissait, de fait, d'une extraterritorialité par rapport à la fédération et qu'il était urgent de ne rien modifier. L'absence d'organisation rigoureuse permet au chef de "cheffer" plus aisément... quand tout va bien !

Le comité de ville a pratiquement toujours joué le rôle d'une chambre d'enregistrement pour approuver les choix des candidats à l'élection municipale. Le maintien des sortants, l'exfiltration de certains autres, le choix des nouveaux candidats socialistes



et bien entendu celui des personnalités, la stratégie des alliances relèvent du seul fait du prince et de quelques conseillers - courtisans éclairés. Il n'y a plus guère de moment, ni d'endroit où les militants peuvent vraiment réfléchir et s'exprimer. La plupart des manifestations sont des messes avec certes des officiants brillants ; ils nous délivrent un prêt-à-penser élaboré ailleurs et on les applaudit chaleureusement. Jérôme Cahuzac est venu plusieurs fois dans ce cadre, ce qui, après coup, laisse une impression étrange...

Des courtisans d'un commerce facile

L'incompréhension de l'électorat vis à vis de la politique du gouvernement a coûté en moyenne 10 points par rapport à l'élection de 2008 dans toute la France ; il n'y a aucune raison de penser que cela a été différent à Limoges. Ainsi, il reste donc à comprendre la perte des 16 autres points (...). Au premier tour, le non-renouvellement des candidats , le premier nouveau socialiste n'apparaît qu'à la 37^e place, l'absence de candidat, socialiste ou proche, reconnu et incontestable, et peut-être surtout, la présence de candidats perçus comme étant plus des courtisans, qui ont isolé l'ancien maire de sa base militante, que des responsables politiques de plein exercice, n'a également pas aidé. Ce n'était pas nouveau car la liste de 2008 présentait déjà des particularités très semblables. Personne ne peut supposer un instant que dans une ville de 140 000 habitants, on ne puisse pas trouver des hommes et des femmes d'envergure, de valeur, représentant toute la diversité de nos militants, de nos sympathisants et de notre électorat mais il est évident que ces personnes de caractère n'auraient pas été forcément d'un commerce facile (...).

Un maire devenu "quasiment inaccessible"

Beaucoup de nos électeurs, et même de nos camarades, se sont également plaints, que depuis hélas longtemps, Alain Rodet était devenu

quasiment inaccessible. Quelqu'un qui n'a jamais été reçu, malgré plusieurs sollicitations, n'est pas naturellement très motivé, ainsi que ses proches, lors d'une consultation locale. D'autres, ou les mêmes, ont tambouriné le fait qu'Alain Rodet était depuis longtemps dans les mêmes fonctions ; c'est vrai, mais il n'a pas pratiqué, comme d'autres, le nomadisme électoral, qui permet de se refaire une demi-virginité en passant d'un mandat à un autre. Si nos adversaires ne nous ont pas ménagés, nos "alliés" potentiels n'ont pas été en reste. Les Verts et le Front de Gauche, pendant des années, n'ont eu de cesse de contester les orientations, les projets majeurs et indispensables des Socialistes à Limoges et dans le département, notamment l'urgence de la LGV. Peut-être aurions-nous dû associer à ce grand projet les rénovations indispensables de la ligne POLT. LGV et POLT n'intéressent pas forcément le même public (...).

Revenir aux fondamentaux

Et maintenant, quelles conclusions tirer de tout cela? A mon sens, il faut revenir aux fondamentaux : les militants, par leur vote personnel et secret, sans directive ni contrainte, avec enveloppes et isolements, doivent pouvoir voter librement sur l'orientation du PS que nous soyons dans l'opposition ou au pouvoir. Cela leur a été confisqué depuis belle lune et pas seulement en Haute-Vienne. Ils doivent aussi et surtout pouvoir choisir à tous les niveaux, pour l'organisation interne comme pour les désignations des scrutins politiques, leurs responsables et candidats selon la même procédure. Il n'est pas besoin d'être un très ancien militant pour avoir des souvenirs précis et amers à ce sujet... Je ne suis pas sûr que nous en prenions le chemin, car toujours lors de l'assemblée générale des militants du 17 avril dernier, notre Premier Secrétaire a déclaré qu'il nous faudrait trouver les "meilleurs candidats". Normal, mais qui les sélectionnera ? Les militants ou la nomenklatura ? (...) Je ne suis pas sûr que nous devions continuer avec de telles pratiques si nous souhaitons retrouver des positions que nous n'aurions jamais dû perdre.

*Soyez assésés, chous
Camarade, de nos sentiments socialistes
les plus fidèles et les plus amicaux.*

Jean-Pierre Demerliat
(Les intertitres sont de IPNS)

Vieux caïman
Le sénateur Demerliat règle ses comptes avec ses amis politiques. La "fuite" finement orchestrée de son courrier ne dupe personne, surtout lorsqu'on connaît le bonhomme qui dénonce dans sa lettre des pratiques dont il fut lui-même un brillant artisan. Jamais de copinage, népotisme ou manipulation chez Demerliat aux mains blanches ? Vieux caïman sous une peau de blanc mouton ne trompera pas le berger.

Élections européennes : vers une banalisation du Plateau ?

L’analyse de résultats électoraux fait une large place à l’interprétation et constitue peu une science quoiqu’en disent nos professeurs de Sciences-po. Qu’en est-il sur notre plateau en ce qui concerne les récentes élections européennes ?

D’européennes à européennes

Comparons tout d’abord, selon la bonne règle, d’élections européennes à élections européennes. On constate d’abord une baisse de 2,4 % des ins-

	2009		2014		Écarts	
	Nb voix	%	Nb voix	%		
Ex G	1 187	8,1%	257	1,7%	- 930	- 6,4%
FG	1 881	12,8%	1 830	12%	- 51	- 0,8%
Verts	1 574	10,7%	911	6%	- 663	- 4,8%
PS + DVG	2 591	17,7%	3 657	24%	1 066	6,3%
Centre	1 418	9,7%	1 452	9,5%	34	- 0,2%
UMP+DVD	5 283	36%	4 211	27,6%	- 1 072	- 8,4%
FN	727	5%	2 935	19,2%	2 208	14,3%
Exprimés	14 661	47,5%	15 253	50,7%	592	3,1%
Blancs	1 068	6,8%	1 037	6,4%	- 31	- 0,4%
Participa-tion	15 729	51%	16 290	54,1%	561	3,1%
Inscrits	30 837		30 105		- 732	- 2,4%

crits, reflet d’un déficit démographique naturel toujours pas compensé par un excédent migratoire. On constate également une hausse de 3 points de la participation et des suffrages exprimés, les votes blancs ou nuls étant quasi stables.

Le détail des suffrages exprimés montre de très fortes variations. Seuls les électorats Front de Gauche et Centre paraissent quasi stables. Mais en ce qui concerne le Centre, il est probable que le vote Modem de 2009 n’a pas du tout la même signification politique que le vote UDI-Modem de 2014, plutôt à gauche dans le premier cas et plutôt à droite dans le second.

On reviendra plus loin sur le “séisme” que représente le vote FN. Les autres grandes variations sont les suivantes :

- L’effondrement du vote d’extrême-gauche ; il est tout simplement dû à l’absence de candidat NPA en 2014 ; on notera que cet électorat ne semble pas s’être reporté sur le FG et s’est probablement beaucoup abstenu.
- Le très fort recul des Verts, probable reflet du recul équivalent au niveau national ; se sont-ils également abstenus ou se sont-ils en partie reportés sur le PS ?
- La nette avancée du PS et DVG (Nouvelle donne), possiblement due à des reclassements à gauche, mais aussi à des restes de la présidentielle ; rappelons en effet que le PS fait 36,6 % des voix à la présidentielle de 2012 et recule donc de plus de 12 points en 2014.
- Le très fort recul de l’UMP et DVD ; il est en grande partie dû à un reclassement de l’électorat de droite en faveur du FN ; l’effondrement de la droite parlementaire aux présidentielles de 2012 à 23,4 % est toutefois plus que stoppé.

Le rapport gauche/droite

Le vote centriste perturbe la lecture du rapport gauche/droite. En 2009, le vote Modem est ambiguë et probablement en grande partie de gauche, alors que le vote UDI-Modem de 2014 est clairement de droite. Si il convient donc de comptabiliser à part le Modem de 2009, il n’est pas raisonnable de le faire en 2014 et il faut dans ce cas le comptabiliser avec la droite parlementaire.

En 2009, le total de la gauche atteint 49,3 % des voix. Il n’est plus que de 43,6 % en 2014, soit une baisse de presque 6 points. Cette baisse doit être considérée comme un minimum compte tenu du paragraphe ci-dessus. La gauche perd également 12 points par rapport à l’élection présidentielle de 2012 où elle faisait 55,4 % des suffrages (ajoutons que Bayrou faisait 7,5 %, toujours dans l’ambiguïté droite/gauche).

En 2009, le total de la droite parlementaire atteint 36 % des voix. Il est de 37,1 % en 2014, soit une légère progression de 1 point. Cette hausse doit être considérée comme un maximum compte tenu du paragraphe sur les ambiguïtés du vote centriste de

Vote Front National sur le Plateau (élections européennes du 25 mai



2009. C’est toutefois une très forte reprise par rapport à l’élection présidentielle de 2012 où elle faisait 23,4 % des suffrages.

Le “séisme” FN

Comparé à 2009, le vote FN de 2014 est évidemment l’événement majeur. Un quadruplement du score, de 5 % à 19,2 % !

Certes, l’élection de 2009 est peu significative pour le FN. Elle suivait de près ce qu’on a appelé l’OPA de Sarkozy sur l’électorat du FN en 2007. Ce dernier était ainsi largement démobilisé. Ce n’est plus le cas en 2014 où “l’effet Marine” joue à plein. Sur le plateau de Millevaches aussi. Le score record de 13,6 % en 2012 est très largement battu.

On peut certes opposer qu’en nombre de voix, le FN recule : 3397 voix en 2012 contre 2935 en 2014. Et il est vrai que son électorat s’est certainement nettement moins abstenu que les autres. Mais enfin, on passe d’une abstention de 15 % en 2012 à 46 % en 2014 ; il doit bien y avoir un certain nombre d’électeurs du FN parmi ces derniers.

Ajoutons que la hausse du FN est générale sur le plateau. Comparé à 2012, la hausse est de plus de 7 points (comme au niveau national) dans 37 % des communes du plateau. Le FN avance partout, sauf dans 10 communes où son recul est très faible. Dans l’ensemble, la progression recouvre géographiquement celle déjà constatée en 2012 (voir carte sur IPNS n° 39 de juin 2012). Sauf que les paliers ont augmenté de 5 % : là où il faisait plus de 20 %, il en fait plus de 25 %, voire plus de 30 %, et là où il faisait plus de 15 %, il en fait plus de 20 %. Et un grand nombre de communes nouvelles ont franchi le seuil de 15 % que nous avons fixé en 2012.

Mais où va-t-on ?

Pendant près d’un siècle, le plateau de Millevaches a constitué une exception politique et électorale avec l’hégémonie du communisme rural pendant un demi-siècle puis le partage de l’hégémonie entre le communisme et la Chiraquie. Cette situation a été d’une grande stabilité pendant tout le XX^e siècle. Cette grande stabilité est révolue. Le PCF bénéficie encore d’une tradition, totalement révolue au niveau national, mais qui disparaît avec le vieillissement et les décès des vieux militants. La Chiraquie semble bien disparaître avec son créateur et son remplacement par la Hollande pourrait bien être superficielle.

Certes, les résultats électoraux ne sont pas tout, mais ils sont l’une des bonnes possibilités d’appréciation de la situation politique et idéologique.

Peu à peu, les scrutins sur le plateau semblent ressembler de plus en plus aux scrutins nationaux avec ses “modes” (tantôt pour les Verts, tantôt pour Bayrou, tantôt pour le FN…), reflétant les incertitudes, les inquiétudes et les ressentiments de la population. Le plateau vote simplement un peu plus FG (de 6 points), par tradition, et un peu plus PS (de 7points), par l’origine du Président. Il est vrai que ça change tout, mais pour combien de temps ?

Christian Vaillant

Note : les chiffres et la carte sont établis à partir des communes des cantons de Bugeat, d'Eygurande, de Meymac, de Sornac, de Treignac et d'Ussel-ouest en Corrèze, de Crocq, de Felletin, de Gentioux, de La Courtine et de Royère-de-Vassivière en Creuse, et d'Eymoutiers en Haute-Vienne.



Croissance : les socialistes y croient encore...

Notre Dame des Landes territoires solidaires

La participation d’habitants du plateau de Millevaches dans des luttes qui se déroulent loin de notre région, démontre qu’une solidarité existe aussi quand tout va mal, quand ailleurs des gens ont à défendre leur cadre de vie, leur terres ou leur vie tout court. Si certains professionnels de la politique ont clamé “qu’il n’y a pas de solidarité sans croissance“, ici nous déclarons que nous n’attendons pas l’aval des élus pour créer nos solidarités. La désormais fameuse “ZAD“ de Notre Dame des Landes a reçu déjà plusieurs délégations du Plateau, ainsi qu’une splendide “cabane“ de fabrication locale.

Les événements survenus lors de la manifestation du 22 février dernier à Nantes, à laquelle participait un groupe d’habitants de quelques uns de nos villages, ont marqué un cran de plus dans la violence des pratiques policières. Trois manifestants victimes de tirs de “flash balls“ ont perdu un œil ce jour là. Face à cette situation, il semble légitime de se poser la question : les forces de l’ordre, qui seraient plus opportunément appelées forces de répression, ont-elles pour mission de viser les visages des personnes qui manifestent, et de les défigurer ou de les mutiler à vie ? Ces nouveaux équipements dit “défensifs“ sont en fait des armes à usage clairement guerrier, comme le “lanceur de balles dures“ de type LBD40. Des témoignages, des photos, des vidéos, de sources journalistique ou privée, montrent que ces pratiques de violence extrême ne sont pas, comme s’ingénient à le dire les grands médias nationaux, des “réponses“ à des actes de “casseurs“. Le 22 février, dans la manifestation anti-aéroport, les personnes blessées n’ont pas en l’occurrence, esquissé le moindre geste pouvant suggérer une action subversive. Les policiers ont tiré dans la foule, et n’ont même pas pris la mesure de la gravité des blessures infligées, alors que des témoins leur criaient de cesser leurs tirs. C’est eux qui étaient là pour “casser“ ! Cela n’exclut pas, de toutes manières, la question de l’emploi de telles armes par la police, car le jet d’une canette, un tag, un fumigène sont-ils de nature à générer de tels dangers qu’il faille y répondre par



des actions potentiellement mortelles ?

Sous quel régime politique vivons-nous exactement ? Sous couvert de protéger les personnes et les biens, quelles méthodes sont en vigueur de nos jours, dans un pays qui se targue de démocratie et de “droits de l’homme“ ? La préservation de l’ordre et de la sécurité, et encore davantage l’héritage du gouvernement Sarkozy et sa lutte contre “l’ennemi intérieur“ semblent être devenus des justifications patentées pour une répression digne des pires dictatures.

Maryse Villain

“J’étais pas armé, j’avais pas de masque à gaz, j’avais pas de lunettes de protection. On était là pour une manifestation familiale, festive, on était là pour faire masse, pour faire du nombre. Et après, c’est vrai que je suis resté même s’il y avait les lacrymos, parce que je trouvais ça injuste et qu’il fallait rester. Y’avait des gens, y’avait des pères de famille, y’avait des anciens, y’avait un petit peu de tout et voilà, moi je voulais rester aussi avec les gens pour montrer qu’on était là ...“

Quentin Torselli qui a perdu l’oeil gauche !



Argent public & chantage politique

Les élus sont mandatés pour redistribuer l’argent public, afin de permettre l’existence de services d’intérêt général, dont tout un chacun peut bénéficier directement ou indirectement. C’est à ce titre que nous acceptons de payer des impôts, au nom d’une solidarité collective et nationale. Seulement voilà : certains élus se voient et s’arrogent le droit d’agir comme des mécènes distribuant leur argent, dans leur royale mansuétude, à ceux qui les intéressent ou les arrangent. Voici quelques extraits d’un courrier que Jacques Auxiette, président du Conseil régional Pays de la Loire, a osé adresser à Accueil Paysan Pays de la Loire (1) :

“Les événements qui se sont déroulés à Nantes, samedi 22 février, ont marqué un tournant dans la mobilisation des opposants à l’aéroport. L’irruption sur le devant de la scène de casseurs et d’activistes radicaux a décrédibilisé l’action des opposants traditionnels, parmi lesquels figure votre organisation. Je respecte parfaitement les opinions qui ne sont pas les miennes, sur ce sujet comme sur les autres. (...) Vous ne pouvez pas regretter et/ou dénoncer les actes illégaux le week-end à Nantes, tandis que vous soutenez la semaine les squats et occupations illégales 30 kilomètres plus au Nord. J’attends de votre organisation une position ferme et sans ambiguïté. Vous devez dénoncer toutes les actions illégales qui décrédibilisent celles et ceux qui, et c’est leur droit, restent opposés au transfert de l’aéroport de Nantes. A défaut, c’est votre propre crédibilité qui sera en cause, ce d’autant plus que votre organisation est bénéficiaire de nombreux fonds publics, notamment régionaux.“

Tu veux de l’argent public ? Tiens, je t’offre un bâillon en prime... Mais l’argent public, c’est NOTRE fric, pas le LEUR ! Sinon, autant appeler l’impôt “dîme“ et admettre la féodalité de notre système politique.

“Refusons de payer l’impôt qui s’en ira à l’armement, et reversons les trois pour-cents pour financer ce bâtiment (2).“

D. Loquet, La chanson du Larzac (1973)

Gaël Delacour

(1) Cette lettre, et les réactions qu’elle a suscitées, sont consultables sur <http://acipa-ndl.fr/pourquoi-dire-non/fiches-thematiques/itemlist/tag/Subventions>

(2) La bergerie de la Blaquièrre

Communiqué de presse

Conférence des blessés par la police lors de la manifestation du 22 février 2014 à Nantes
Suite à la manifestation du 22 février à Nantes contre l’aéroport de Notre-Dame des Landes, et à la mise en place d’un dispositif policier exceptionnel, nous annonçons aujourd’hui 4 plaintes judiciaires : celles des 3 blessés très graves de l’œil lors de la manifestation du 22 février : Quentin, Damien, Emmanuel et celle de

Pierre (blessé au LBD à Nantes en novembre 2007) et de sa famille devant la Cour européenne des Droits de l’Homme.

Ce qui nous est arrivé peut arriver à tout le monde. Nous sommes solidaires de toutes les autres victimes de flash-ball et de LBD. Nous dénonçons la militarisation de la police française, dotée d’armes de guerre (classées catégorie A “armes à feu à usage militaire“) et l’extrême violence de la riposte policière menée à Nantes le 22 février, provoquant un nombre sans précédent de blessés graves.

Nous réclamons donc toute la lumière sur ces faits, qui s’apparentent à une grave manipulation de l’opinion publique. Pour cela nous réclamons qu’une enquête judiciaire soit confiée à des juges d’instruction indépendants et que les députés et sénateurs ouvrent une Commission d’enquête parlementaire. Nous y travaillerons unis en solidarité avec toutes et tous.

Mardi 15 avril 2014 - Le Flesselle, Nantes

La bonne eau du Plateau

L’UFC-Que Choisir vient de publier un rapport ⁽¹⁾ : “La qualité de l’eau potable en France : à vau-l’eau ?“, qui présente la qualité de l’eau potable dans les 36 568 communes de France. Sur le Plateau, on est bien loin de l’eau claire et pure vendue sur carte postale pour attirer le chaland en mal d’un peu moins de pollution...

Ce rapport synthétise les résultats du suivi de la qualité de l’eau entre juillet 2011 et janvier 2014. Le suivi porte sur six critères, liés aux activités agricoles (nitrates, pesticides, sélénium), à un mauvais fonctionnement des systèmes de traitement (qualité bactériologique, aluminium), et à une pollution naturelle de la ressource (radioactivité). Certains critères (pesticides, sélénium, aluminium, radioactivité) n’ont cependant pas été systématiquement étudiés sur l’ensemble des communes du Plateau : les résultats ne sont donc pas exhaustifs et des communes peuvent être plus concernées qu’il n’y paraît ici. Les résultats présentés ne définissent pas nécessairement la potabilité de l’eau, qui prend en compte l’ensemble d’une cinquantaine de critères. Dans cette étude, certains critères – pesticides, nitrates, sélénium, E. coli et entérocoques, sont des “limites de qualité“, et d’autres – coliformes, aluminium et radioactivité, ne sont que des “références de qualité“ (chacun y verra sa propre interprétation sur l’existence et le classement de ces deux niveaux de normes).

La qualité de l’eau sur le Plateau

L’étude précise néanmoins clairement certaines problématiques spécifiques des territoires. Et questionne sérieusement le mythe de l’eau pure du Plateau. Sur les 116 communes du PNR :

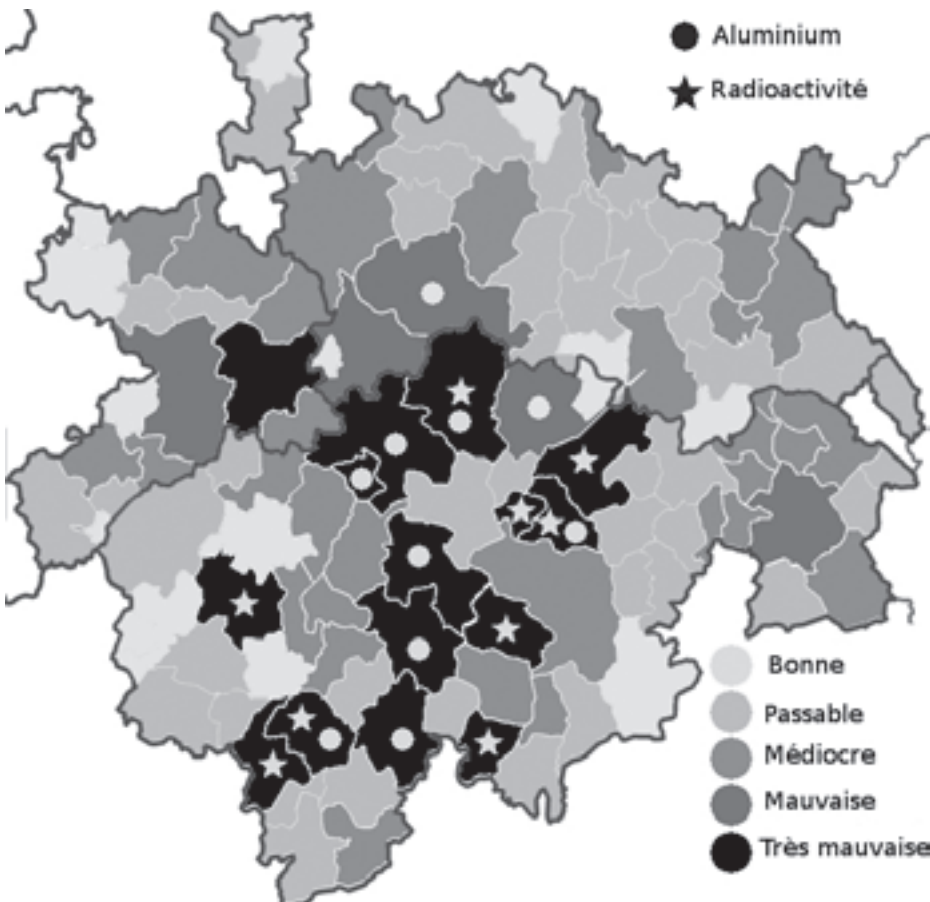
- l’eau est “bonne“ (moins de 5 % d’analyses non conformes) dans 16 communes
- l’eau est “passable“ (de 5 % à 25 % d’analyses non conformes) dans 47 communes
- l’eau est “médiocre“ (de 25 % à 50 % d’analyses non conformes) dans 33 communes
- l’eau est “mauvaise“ (de 50 % à 75 % d’analyses non conformes) dans 5 communes
- l’eau est “très mauvaise“ (plus de 75 % d’analyses non conformes) dans 15 communes

Les sources de pollution

Les pollutions d’origine agricoles (pesticides, nitrates, sélénium) n’entraînent que très occasionnellement des dépassements des “limites de qualité“ sur le territoire. Ceci n’indique cependant pas que le territoire en est exempt, au moins en raison du fait que les pesticides n’ont pas systématiquement été recherchés. Les problèmes de qualité bactériologique sont plus récurrents, et sont le plus souvent liés à une vétusté ou une absence d’installations de traitement. Ils traduisent la présence de bactéries types coliformes ou entérocoques, susceptibles de créer des troubles intestinaux. Ils expliquent la “mauvaise“ qualité de l’eau sur les communes d’Eymoutiers, Faux-la-Montagne, et Aix ; ils sont très fréquents sur un des réseaux de Nedde. En revanche, deux sources de pollution affectent sérieusement la qualité de l’eau, et entraînent de fréquents dépassements des “références de qualité“ sur certaines communes : l’aluminium et la radioactivité. Rappelons que tous les captages n’ont pas été suivis sur ces deux critères.

L’aluminium

Alors que l’aluminium, dans la plupart des régions, provient du processus de potabilisation de l’eau (ajout de sels d’aluminium pour provoquer la floculation des matières organiques en suspension), sur le Plateau, sa source est plutôt d’origine naturelle : l’acidité des sols et les conditions climatiques provoquent une solubilisation de l’aluminium présent dans les roches et son transfert vers les bassins-versants et les points de captage. Les pratiques agricoles et surtout forestières qui renforcent l’acidification des sols sont à questionner dans ce processus, de même que les plans d’aménagement accélérant le déplacement des eaux et le transfert des polluants qu’elle contient (suppression des zones tampons comme les tourbières). Bien que le lien n’ait pas encore été prouvé scientifiquement, des présomptions existent sur son rôle dans le déve-



La qualité de l’eau sur les communes du PNR (d’après UFC-Que Choisir)

loppement de troubles neurologiques comme la maladie d’Alzheimer. Des taux d’aluminium supérieurs à la référence sont trouvés ponctuellement sur les communes de Gentioux, Peyrelevade et Saint Setiers. Les communes les plus touchées (plus de 75 % d’analyses non conformes dans au moins un des captages) sont Saint Sulpice-les-Bois, Toy Viam, Tarnac, Peyrelevade, Chaumeil, Saint Yrieix-le-Déjalat, Bonnefond et Pérols-sur-Vézère.

La radioactivité

La radioactivité provient de la roche-mère granitique ; elle est inhérente à la géologie du territoire. Les études épidémiologiques n’ont pas (encore) permis d’établir un lien entre l’ingestion d’aliments et d’eau contaminés et l’apparition de cancers ; il est cependant conseillé d’en limiter la consommation. Plusieurs communes sont sérieusement affectées, avec des dépassements de plus de 75 % des analyses sur au moins un des captages : Sou-

deilles, Ambrugeat, Saint Augustin, Chaumeil, Treignac, Peyrelevade, Chavannac, Sornac, Saint Sulpice-les-Bois.

Donc de l’eau en bouteille ?

Transformation de l’eau en bien de consommation achetable au supermarché, transport sur de longues distances, emballages plastique, possibilité de dissolution de molécules issues de la pétrochimie lors du stockage des bouteilles dans des mauvaises conditions... L’idée ne fait pas rêver ! En attendant une vraie prise en compte de ces problématiques par les pouvoirs publics, il existe des systèmes individuels de filtres efficaces, à brancher sur l’arrivée d’eau potable, valant de 100 à 300 € - l’organisation d’achats groupés pouvant permettre de négocier...

Gaël Delacour

(1) <http://www.quechoisir.org/app/carte-eau/>

BLOC-NOTES

Les scieries se rebiffent

Tandis que de nouveaux containers *China Shipping* continuent de venir prendre du bois sur le Plateau, un collectif de scieries françaises tire la sonnette d’alarme : “Les scieries françaises n’ont plus de matière première et sont à la limite de la fermeture... parce que le bois est exporté brut en Asie avec la complicité de l’État.“ C’est ce qu’on appelle une “situation coloniale“... Le collectif des scieries de France, installé à Besançon, rassemble des PME qui assurent la première transformation du bois à proximité même des ressources forestières, qu’elles que soient leurs tailles, qu’elles aient un marché local ou international, qu’elles soient syndiquées ou pas. Afin de maintenir emplois et valeur ajoutée, le collectif regroupe des scieries qui s’engagent dans une charte signée par chacune d’elles, à ne pas exporter les grumes achetées auprès des propriétaires forestiers français. Le collectif annonce près de 200 scieries déjà mobilisées.

Contact pour demander la Charte : scieriesdefrance@orange.fr

Pour une économie sociale et solidaire de combat

Alors que l’économie sociale et solidaire (ESS) vient de se voir reconnue par une loi, quelques activistes du secteur rechignent à voir l’ESS devenir une de ces nouvelles expressions consensuelles et aseptisées qui, comme le développement durable ou la démocratie participative, servent à enrober d’un beau discours des pratiques inchangées. Dans une tribune parue dans *Le Monde* du 21 novembre 2013, Emmanuel Antoine (président de l’association Minga) et Stéphane Veyer (associé et directeur général de la coopérative d’activités et d’emploi Coopaname) appellent à une “ESS de combat“ : “À l’ESS “des bonnes causes“, nous appelons donc à substituer une ESS “de combat“. Voici notre programme. Il a le mérite de la simplicité. Il consiste à amener partout, dans tous les recoins de l’économie, à toutes les échelles, un questionnement légitime sur le pouvoir, la propriété, le savoir (...) Ce projet émancipateur ne pourra pas être celui des grandes firmes, avides de social business et d’entrepreneuriat

social, pour lesquelles la pauvreté est un marché d’avenir et qui prospèrent sur le délitement de l’État social. Il sera plus sûrement celui de l’open source et du libre, des hackers et des mutuelles de travail, des makers et des monnaies non spéculatives, des bricolages juridiques et des solidarités locales.“



La mobilité : une affaire de mécanique

Après deux ans de travail, après enquêtes, étude de faisabilité, après la constitution d’un comité de pilotage, le garage associatif existe enfin officiellement. Des étapes laborieuses, mais nécessaires, que Philippe et son équipe ont menées avec une belle constance. Nous voilà donc pourvus d’un outil d’apprentissage qui manquait sur le plateau.

Vers une certaine autonomie

Être mobile suppose, dans notre région, de posséder un véhicule. Or les véhicules, à deux ou quatre roues, sont choses capricieuses : pannes, dérèglements, entretien posent souvent problèmes et, surtout, coûtent cher quand on doit faire appel à un professionnel. Or il suffit souvent de quelques outils et d’un peu de savoir faire pour résoudre les soucis les plus courants. Gasel, le garage associatif et solidaire, s’est donné pour mission de nous en donner les moyens. Ainsi les mystères de la mécanique nous seront révélés au cours d’ateliers bimestriels, dans différents endroits, en attendant de pouvoir effectuer nos travaux dans un local équipé, sous l’œil vigilant des salariés (2 emplois prévus).

Local en projet

C’est à Lacelle, en Corrèze, qu’est prévu la construction d’un garage pour héberger l’association fin 2015. La municipalité s’est en effet montrée très enthousiaste envers le projet et a d’ores et déjà engagé les démarches pour installer le garage“ le plus tôt possible“, nous dit le maire, Mme Viviane Dantony, qui considère l’installation du projet dans sa

commune comme “une bénédiction“. Ce petit bourg, à la croisée des trois départements et qui possède une gare, semble friand de tout ce qui peut favoriser son développement, pas seulement économique. Ici, on a envie de voir du monde, de brasser les populations, que ça se croise et que ça bouge...

La convivialité : la cerise sur le gâteau

Le projet va bien entendu au delà du simple apprentissage : une des finalités est de provoquer la rencontre, l’échange, l’interconnaissance... Et quoi de mieux que la communauté de problèmes concrets pour créer du lien ? Le local ne sera donc pas seulement un atelier. Il y est prévu un espace ouvert où tout un chacun pourra venir discuter ou consulter de la documentation, dire bonjour, ou raconter sa dernière aventure de conducteur malchanceux... Pour pallier la distance, un forum internet est déjà en place. La voiture devient ici passerelle sociale.

Une AG animée

L’assemblée générale constitutive a été significative à ce niveau : un public majoritairement lacellois, qui a

manifesté son intérêt, non seulement pour l’activité mais pour l’association elle-même et son fonctionnement. Chose rare, les statuts ont été lus collectivement et largement débattus. Les remarques et suggestions, une fois adoptées, ont été intégrées en temps réel. Les habitants du bourg semblent donc être partie prenante dans le projet et prêts à l’accueillir. ;Il est juste regrettable qu’ils n’aient pas

été jusqu’à intégrer le conseil d’administration. Frilosité, timidité ou crainte des responsabilités de gestionnaire ? Quoiqu’il en soit, la bienveillance est là.

Eliane Dervin

Contact : 06 40 27 05 80
garagesolidaire19@gmail.com
http://garagesolidaire.forumactif.org



Équinoxe forestier sur le plateau

En septembre, la forêt va encore faire parler d’elle... Non seulement elle sera le thème des rencontres nationales du Réseau pour les Alternatives Forestières (RAF) qui auront lieu à Faux la Montagne, le 20 septembre, et Nedde accueillera ce même week-end ces traditionnelles rencontres musicales. Un joli chassé-croisé, pas contradictoire : les organisateurs marchent ensemble, et ont pris le parti de se considérer comme partenaires, les uns enrichissant les autres.

Deux programmations complémentaires

Ce sera un samedi chargé : balades et visites d’un côté, conférences et ateliers de l’autre....Le public n’aura que l’embarras du choix. Le point commun : la forêt, et encore la forêt. Une forêt pour tous, omniprésente sur le plateau, source de débats, voire de conflits... Les organisateurs ont voulu en faire un point de rencontres, d’où l’intérêt de la convergence des dates dont on espère qu’elle permettra un mélange des publics. Particulièrement le soir, avec une soirée musicale à Faux la Montagne et une soirée jeux au village vacances de Nedde.

Les rencontres du Raf

C’est en effet le village de Nedde qui va accueillir les participants aux rencontres annuelles du réseau. Au sein de Relier, le Réseau pour les Alternatives Forestières organise depuis 2008 des rencontres rassemblant des acteurs du milieu forestier et rural pour témoigner d’alternatives forestières, confronter et échanger des pratiques, provoquer le débat et construire ensemble des propositions innovantes. Ces rencontres rassemblent professionnels de la forêt et du bois, propriétaires et citoyens investis dans les questions forestières. Cette année, elle sont co-organisées avec Nature sur un Plateau, la participation de De Fil en Réseaux, Ambiance Bois, Télémillevaches, IPNS⁽¹⁾, et en coordination avec les Rencontres musicales de Nedde.

Une forêt vivante....

Une forêt pérenne, véritablement durable, hébergeant faune et flore diversifiées... mais aussi une

forêt ressource économique, et en plus, une forêt acceptée, en adéquation avec les aspirations des habitants. La question se pose : comment concilier les impératifs écologiques, économiques et sociaux dans un massif forestier ? Nous verrons les raisons de la nécessaire préoccupation écologique avec une conférence en plénière, ainsi qu’un éclairage sociologique et historique de la forêt locale. Les ateliers, introduits par des témoignages, aborderont



des thèmes plus ciblés : les produits de la forêt, le foncier, la relation prescripteur-entrepreneur et la prise en compte du point de vue des citoyens.

... pour un territoire vivant

Parallèlement, nous pourrions participer à une balade commentée, ou des visites accompagnées de l’éco-quartier de Faux la Montagne et/ou de la scierie Ambiance Bois. Deux sites où l’on utilise le bois, deux façons différentes, deux contextes. Nous verrons les contraintes et limites de l’approvisionnement local et comment le type de gestion pratiqué alentour peut influencer sur l’aval de la filière et, au final, sur le consommateur. Ainsi que sur le ressenti et la qualité de vie des habitants. Les simples citoyens peuvent-ils s’emparer de la question et faire entendre leur opinion ? La forêt, terrain de confluence d’intérêts et d’aspirations contradictoires, doit-elle devenir terrain de bataille ? Ou peut-on inventer (ré-inventer) une autre gestion, qui rimerait avec conciliation plutôt qu’avec spéculation ?

Eliane Dervin

En savoir plus
Raf : http://reseau-relier.org
Sos Forêt France : http://www.sosforet.org
Rencontres musicales de Nedde : http://rencontresnedde.org

(1) À cette occasion, Télémillevaches et IPNS sortiront chacun un numéro spécial, sur la base de leurs archives.

Ça caille chez vous ?!

Projet coopératif et expérimental : Isole toiT, mais pas tout seul !

Isole toiT est tout d’abord un projet de coopération, mis en œuvre dans le cadre du programme européen LEADER, qui est porté par le territoire du Beaujolais Vert et le Parc naturel régional de Millevaches en Limousin. Ces deux territoires mènent une action expérimentale afin de répondre à l’objectif commun de leur Plan Climat Energie Territorial (PCET) : sensibiliser et communiquer sur les économies d’énergie, réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre du territoire.

Pour cela, le Parc naturel régional de Millevaches en Limousin s’est associé à l’association Energies Pour Demain et la SCIC l’ARBAN pour mener la première phase du projet dite “test”. En effet, l’objectif a été de créer un dispositif pérenne et transposable ailleurs permettant aux particuliers et collectivités d’isoler leur bâti et plus particulièrement leur toiture à coût acceptable. La particularité de ce projet réside dans le choix qu’auront les participants à passer par des artisans partenaires du projet, s’engageant à utiliser des matériaux biosourcés ou de pouvoir réaliser cette isolation en auto-réhabilitation accompagnée d’un professionnel. Avec Isole toiT, ce sont des spécificités pour tous (locataire, bailleur, en résidence secondaire ou principale sans critères de revenus) :
- Commande groupée d’isolants : prix négociés ! éligibles aux aides nationales !
- Artisans locaux, agréés et adhérents au projet : devis optimisés !
- Propositions techniques et de financements :

accompagnement personnalisé !
- Pour faire des économies sur la facture de chauffage, gagner en confort, valoriser le patrimoine bâti et agir pour l’environnement
En 2014, 12 toitures, du territoire test composé de 7 communes du Parc (Saint Marc à Loubaud, La Nouaille, Saint Yrieix La Montagne, Gentioux-Pigerolles, Faux La Montagne, La Villedieu et Peyrelevade (RURENER), seront isolées par des artisans ou en auto-réhabilitation accompagnée de professionnels.

Violette Janet-Wioland

Pour bénéficier de ce dispositif, contactez les référents ci-dessous et demandez la fiche d’inscription :
PNR de Millevaches en Limousin au 05.55.67.95.33 ou v.janet-wioland@pnr-millevaches.fr
Energies Pour Demain au 05 55 94 77 51 ou contact@energiespourdemain.fr



Donc, tout allait très bien à Radio Vassivière !

Suite à notre article sur Radio Vassivière (IPNS n°46), Eloïse Lebourg, son ancienne directrice, nous écrit pour défendre son bilan. A la lecture de celui-ci, on se demande vraiment pourquoi, avec un tel professionnalisme et tant de dynamisme, la radio s’est retrouvée au bord du dépôt de bilan, couverte de dettes et sans adhérents (elle en compte 220 aujourd’hui). Il va sans dire que nous maintenons l’ensemble des informations parues dans notre article, ainsi que notre critique de la manière de faire du “journalisme engagé” de l’ex-directrice. Que penserait-elle d’un David Pujadas interviewant un homme politique comme elle-même s’entretient avec Stéphane Cambou ? Cela, elle ne nous le dit pas.

Ceci est mon droit de réponse à l'article "Après le fiasco, la renaissance", dans lequel vous m'accusez de n'avoir fait de Radio Vassivière qu'un robinet à musique. Ne l'avez-vous jamais écoutée ? J'y suis arrivée en juin 2007, dans le cadre du DLA (Dispositif Local d'Accompagnement) auquel la radio avait fait appel. Mon arrivée en tant que journaliste avait pour but de professionnaliser l'antenne (j'avais auparavant travaillé à France Inter, RFI, Charlie Hebdo, et deux radios associatives marseillaises). Chose faite puisque, d'une part, nous avons remis toute la programmation musicale sur pied (jusque là, il s'agissait de musiques technos, dance...), et d'autre part, nous avons conceptualisé et mis à l'antenne : une émission en direct au quotidien, L'Invité de la Semaine, qui offrait la possibilité de parler pendant une heure des activités de l'association ou individu invité (De Fil en Réseau, Bobines Rebelles, Le Centre d'Art, Les Bistrots d'Hiver...) ; La Radio Chez Vous, pour laquelle notre antenne se déplaçait dans les communes pour des émissions en direct ; Le Monde Est Fou, un décryptage de l'actualité ; Bœuf Carotte, avec pas moins de 120 groupes de musique de tout le Limousin qui ont défilé dans nos studios pour des sessions en direct. S'ajoutent à cela : le Débat du Mois, dont l'un d'entre eux a porté sur le Label PEFC à la demande de Télémillevaches, et d'autres sur le féminisme, l'économie sociale et solidaire... ; une émission portrait qui a accueilli aussi bien des élus ou des fonctionnaires, tels que Stéphane Cambou ou Gérard Joberton, que des personnalités comme Bernard Langlois, Olivier Azam, Alayn Dropsy (anarchiste de Creuse Citron, pour une émission reprise sur l'antenne de Radio Libertaire, entre autres). Vous avez la mémoire sélective pour ne garder que l'unique émission avec Stéphane Cambou réalisée en ...7 ans ! Nous avons aussi diffusé mes billets d'humeur écrits pour latélélibre.fr de John-Paul Lepers, et les émissions faites en partenariat avec les Radios Campus, dont je propose à vos lecteurs d'écouter celle-ci par exemple, archivée sur La Radio de Gauche du site du Parti de Gauche, radio pour laquelle j'ai aussi été journaliste bénévole : www.lepartidegauche45.com/article-john-beauvais-etait-l-invite-de-radio-campus-orleans. Mon travail a aussi consisté à multiplier les partenariats : 40 écoles ont défilé dans nos studios pour les concours de poèmes que nous avions élaborés pour eux. J'ai été secrétaire du comité d'Animation de Royère pour impliquer la radio dans la vie locale. Nous avons créé ensemble la fête de la musique, avec spectacle de danse des enfants du village. Nous avons créé Arpeg pour promouvoir les groupes de musique de la région. Nous avons tendu nos micros aux résidents des maisons de retraite locales, et même aux handicapés du CAT de Sornac, avec lesquels, nous avons réalisé une émission en direct d'une heure. La radio était donc très ancrée sur son territoire ! Pour ce qui est de l'engagement, Radio Vassivière aura été la seule

radio associative à n'avoir jamais organisé des rencontres des médias libres et du journalisme engagé, retransmises à l'antenne. Elle aura été la seule radio du Limousin, avec Beaub FM, à ne pas suivre le Groupement des Radios Associatives du Limousin (GRAL), qui propose des flashs type France Bleu très institutionnels (comptes-rendus de conférences de presse nous transformant en attachés de presse...). Nous avons préféré travailler en étroite collaboration avec Beaub FM, désormais seule radio libre du Limousin, et axer notre production sur des formats plus libres, ce qui nous a valu, évidemment, les foudres de guerre du GRAL. Nous avons couvert de nombreux festivals (Festival Destination Ailleurs, Les Zinzins Corrèziens, le Festival de Davignac...). Nous avons, après 4 ans de négociations et de retard du CSA, ouvert une antenne à Ussel, recruté de nombreux bénévoles et élargi notre auditoire. Nous avons accepté toutes les propositions d'émissions de tous les bénévoles. Alors de quel fiasco parlez-vous ? En tant que directrice d'antenne, j'ai été très surprise d'apprendre les problèmes financiers de la radio. La nouvelle équipe pourra au moins compter sur notre travail passé pour récolter au bas mot 60 000 euros de subventions de l'Etat en 2014, récompensant notre bilan 2013 sur les deux antennes de Radio Vassivière. Mais il est évident que, depuis 2010, la désertion progressive des membres du bureau et du CA de l'association (dont certains sont encore au CA, allez comprendre !!!) nous a mis, nous salariés, dans la panade, puisqu'il s'est agi de pallier leur l'absence pour faire fonctionner la structure. Malgré les multiples relances à nos dirigeants, partenaires, mais aussi à certains présidents d'autres radios du Limousin, personne n'a bougé. Et nous avons dû nous débrouiller seuls pendant plusieurs années, noyés par le travail pour lequel, à la base, nous n'étions pas censés être payés, ce qui nous a contraint à ne pas être en mesure de nous consacrer à l'antenne autant que nous l'aurions souhaité. Enfin, vous semblez me reprocher d'être partie accoucher à Orléans. En quoi cela doit-il être dénoncé ? J'ai parlé de mon départ en arrêt maternité avec mon Président, un être très humain, qui a accepté, compris. J'ai toujours, malgré la distance, assumé mes responsabilités. Et vous ne pouvez venir contester des décisions prises entre un employeur et sa salariée. J'ai souffert des longs trajets, mais j'étais chaque semaine en Limousin, partageant mon temps de présence entre Royère et l'antenne d'Ussel pour son lancement. Veillez à bien croiser vos sources avant d'écrire ce genre de mensonges. Les membres du nouveau CA (dont certains sont très sympathiques au demeurant, bien que néophytes en radio pour la plupart et jamais bénévoles auparavant, au point qu'il a fallu leur faire visiter les locaux de la radio qu'ils ne connaissaient point) ont rencontré quelques soucis : des bénévoles qui se barrent voire qui boycottent, un salarié en arrêt maladie pour dépression, deux ruptures conventionnelles annulées par l'inspection du travail,

deux licenciements économiques, des salariés un peu perplexes par une seule réunion éditoriale en 4 mois (nous en organisons tous les quinze jours) et une interdiction d'assister aux réunions du CA, des retards de paiement, l'antenne d'Ussel en sursis, le rapprochement avec le GRAL difficile à faire avaler, et pas plus de choses dans nos oreilles, au contraire, et personne ayant les compétences de diriger les trois nouvelles recrues de l'année 2013. Car comme l'ont dit des administrateurs, après le départ de Nicolas (salarié d'Ussel qui a demandé à partir) et le mien, Radio Vassivière manque de professionnels. Et, finalement, je n'y entends rien de plus engagé, de plus ancré dans le territoire ou de plus « indépendant » qu'avant sur les ondes, voire moins. Par exemple, l'élection de Stéphane Cambou, maire PS de Peyrat le Château, a été couverte, sans même qu'il ne le demande. Est-ce parce que, de part ses nombreux mandats électifs, le gros des subventions de la radio dépendent de lui ? Alors pourquoi parler déjà de renaissance (que je souhaite cependant ardemment pour Radio Vassivière), si ce n'est par connivence ? Zut, la connivence, ne serait-ce pas ce truc qui tue ces médias dit libres ?

Eloïse Lebourg

Il est du droit de Mme Lebourg de répondre à l'article d'IPNS n°46 mettant en cause sa gestion. Nous regrettons simplement que Mme Lebourg n'ait pas jugé bon d'assister aux AG du 22 janvier et du 21 février, les premières depuis son arrivée à la tête de Radio Vassivière en 2007. Elle aurait eu tout le loisir d'y défendre son bilan et de répondre aux nombreuses questions des bénévoles et salariés sur sa gestion de l'association.

Depuis l'élection du nouveau CA, nous nous sommes abstenus de pointer les responsabilités dans les faits graves qui se sont déroulés depuis 2007. Seule une procédure judiciaire, que nous souhaitons ardemment, permettra de dégager les responsabilités dans ce naufrage. Cette issue est suspendue à la décision de notre mandataire judiciaire. Le cas échéant, nous lui apporterons tout notre soutien pour faire émerger la vérité. Devant la barre des tribunaux, chacun pourra alors répondre de son bilan en toute sérénité.

François-Xavier Drouet
Président de Radio Vassivière

Une idée, comme ça ...

Si on inscrirait le monument aux morts de Gentioux au Patrimoine mondial de l'Humanité ?

L'écolier orphelin et la malédiction, intimement liés, n'ont-ils pas une vocation flagrante à être incorporés au Patrimoine mondial de l'Humanité ? Pour Gérard Monédiaire qui re-lance l'idée, la réponse est clairement oui.

Le monument aux morts de Gentioux a-t-il "besoin" d'une inscription au Patrimoine mondial de l'humanité ? L'action valeureuse et opiniâtre (initiée dès 1989) du Comité laïque des amis du monument aux morts de Gentioux (CLAMMG) n'exprime-t-elle pas suffisamment le sens du message qu'ont voulu adresser le maire Jules Coutaud et son conseil municipal, tout en se tenant, statut associatif aidant, à l'écart des risques d'une institutionnalisation dont on doit souvent attendre moins qu'on en a à redouter ? Ces interrogations appellent des échanges approfondis, car portant sur l'opportunité même du projet. Afin de contribuer à les nourrir, les propos qui suivent visent à mettre en lumière les atouts et les difficultés d'un tel projet.

Gentioux – Unesco : mêmes valeurs !

S'agissant des atouts, il convient de se souvenir que le "patrimoine mondial" est l'affaire de l'UNESCO, institution spécialisée des Nations-Unies. Il importe dès lors de mettre en miroir l'illustre malédiction "Maudite soit la guerre" avec les textes fondateurs des organisations internationales concernées, leur congruence apparaissant vite flagrante. Ainsi la Charte des Nations Unies (1945/San Francisco) proclame, dès la première phrase de son préambule *"Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances"*, tandis que l'article 1^{er} de la Charte proprement dite indique que *"Les buts des Nations Unies sont les suivants : 1-Maintenir la paix et la sécurité internationale"*. Le sens de l'apostrophe de l'orphelin de Gentioux n'est-elle pas rigoureusement équivalent à celle exprimé par la langue juridique des conventions internationales, au surplus proféré par anticipation ? Quant à l'UNESCO (Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture, Londres/1945), son Acte constitutif justifie tout autant le principe de l'inscription au patrimoine mondial, étant entendu qu'il faut le lire en gardant à l'esprit que l'institution dédiée notamment à l'éducation a ici affaire à une statuaire qui présente un orphelin vêtu de la blouse traditionnelle de l'école laïque du début du XX^{ème} siècle. L'UNESCO fonde ainsi un de ses objectifs primordiaux : développer une "culture de la paix". C'est donc peu dire qu'il y a similitude entre les buts affichés par ces deux éminentes organisations internationales et le "message de Gentioux". Dès lors rien au plan des principes fondateurs ne fait obstacle pour l'inscription du monument aux morts de Gentioux au patrimoine mondial de l'humanité.

Patrimoine culturel ou immatériel ?

Ce point ne doit pas pour autant dissimuler les obstacles ou les hésitations qui peuvent surgir. Et tout d'abord, quelle catégorie de patrimoine mondial aurait vocation à accueillir le monument ? Certainement pas le patrimoine mondial naturel, cela va presque sans dire, mais on peut se poser la question du choix entre patrimoine culturel et patrimoine immatériel (ce dernier introduit par la convention sur le patrimoine culturel immatériel de 2003). D'une étude approfondie réalisée par des étudiants de la Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges en 2009 (Séverine Landry, Claire Lebon, Simon Jolivet, Luc Moulun), il résulte que la perspective du patrimoine mondial culturel, en quelque sorte "matériel", doit être privilégiée, ne serait-ce qu'en raison d'une évolution des classements au patrimoine immatériel donnant de plus en plus le sentiment d'avoir affaire à un poème à la Prévert, risquant à court terme de folkloriser les éléments de celui-ci, avec une probabilité très forte de mercantilisation.

Il n'y a pas que Gentioux !

Une autre difficulté tient au caractère heureusement non absolument unique du message de Gentioux, lequel compte, on le sait, d'autres expressions en France, mais aussi à l'étranger (en Allemagne, "Nie wieder Krieg" à Weinstadt dans le Bade-Wurtemberg par exemple ; ou en Belgique, ainsi qu'au Japon et sans doute ailleurs...). Cette modeste pluralité est certes bienvenue, surtout quand on sait que le dôme de Genbaku d'Hiroshima a été classé au patrimoine mondial de l'humanité en 1996 en tant que "Monument universel pour l'humanité entière", ou que la Tour d'Yser en Belgique comprend un musée qui est intégré depuis 1998 dans le "réseau international des musées pour la paix" des Nations Unies. On le voit, une proposition d'inscription du monument de Gentioux au patrimoine mondial culturel paraît de moins en moins extravagante, au point même d'apparaître tardive. Mais ces éléments une fois posés, on peut se demander si ce ne sont pas tous les monuments aux morts hétérodoxes qui devraient bénéficier, ensemble, de l'inscription. Au fond, c'est un tel regroupement qui serait logique, mais on imagine immédiatement, au stade de l'élaboration et de l'instruction effectives des demandes, l'inéluctable lourdeur qui en résulterait. Une stratégie humblement locale, mais fortement incitative et coopérative à l'égard d'autres initiatives ayant ailleurs le même objet semble a priori nettement plus raisonnable en termes d'efficacité.



Tardi à Gentioux en 2007

Mémoires "emboîtées"

L'orphelin de Gentioux est aujourd'hui objet d'appropriations et de mémoires "emboîtées". Sans préjudice du sens que lui donnent les fidèles des commémorations du 11 novembre dans leur diversité. Il est avant tout patrimoine communal, mais aussi départemental, interdépartemental à travers le PNR de Millevaches, régional au niveau du Limousin, national en tant qu'édifice protégé au titre des monuments historiques par arrêté du 9 février 1990. Bref : ne lui fait plus défaut que la consécration internationale universelle. Au demeurant, le Président du Conseil général de la Creuse exprimait par courrier en 2006 son accord de principe, et tout incline à penser que les autorités publiques locales qui ont tant fait pour promouvoir les ostensions limousines au patrimoine mondial, feront plus encore, et d'enthousiasme, en faveur du message de l'orphelin. Inutile de préciser que la longue période commémorative qui s'ouvre est loin de placer l'idée hors-sujet, mais plutôt sous le signe de l'urgence. Au demeurant la lecture du *Monde* (11 janvier 2013) apprend que la France a déposé une demande pour l'inscription au patrimoine mondial de 80 sites

liés à la première guerre mondiale. On y chercherait bien sûr en vain le blasphémateur de Gentioux. Si inscrire au patrimoine mondial les lieux de la boucherie humaine peut être sinon justifié en tous cas discuté (l'esclavage et le bagne ont été "incarnés" dans des territoires par l'UNESCO), il semblerait infiniment suspect d'en répudier les expressions de désespoir et d'aversion qui en ont résulté. Est-il besoin de demander son opinion à Tardi ?

Laissons pour finir la parole à la Marcelle Delpastre, qui confiait ce qui suit dans ses "Petites chroniques de Germont" (*Le Populaire*, 9 décembre 1985) : "Maudite soit la guerre. Je le crie moi aussi, et à mon propre compte, bien que je ne sois pas orpheline de fonte, que mes sabots ne soient que des bottes, que ma blouse ne soit point la blouse noire des écoliers mais bigarrée de multiples couleurs, toutes plus laides les unes que les autres. Je me plais à le répéter : maudite soit la guerre". Une idée, comme ça, pas encore une initiative, peut-être jamais. Si intéressé, écrire au journal, qui transmettra...

Gérard Monédiaire